

Lys Rouge

Revue trimestrielle



ISSN 0150-4428
3^e Trimestre 2006
N° 52 - Prix 5,40 €



Jacques Renouvin

Un héros royaliste

Georges Valois

De la monarchie à la Résistance

Histoire

La Nouvelle Action française et l'élection présidentielle de 1974

Royalisme

L'Action française et le prétendant

Étranger

La chute des aigles

SOMMAIRE

- ◆ Éditorial p. 3
- ◆ Georges Valois (1878-1945)
 - ◆ L'arrestation de Georges Valois p. 5
 - ◆ L'entrée en royalisme de Georges Valois p. 9
- ◆ Paris-Montpellier-Mauthausen sans retour : Jacques Renouvin p. 13
- ◆ Le duc d'Orléans en 1914 p. 16
- ◆ L'élection présidentielle de 1974 p. 17
 - ◆ Correspondance avec le comte de Paris p. 18
 - ◆ Quand j'étais candidat ... p. 20
- ◆ FR3 - Tribune libre de la Nouvelle Action française p. 23
- ◆ Chanson (1793) du Bas Poitou p. 26
- ◆ Charles Maurras et le comte de Paris (*Trois devoirs*)... p. 27
- ◆ La chute des aigles p. 32
- ◆ Le parti intellectuel face au général de Gaulle p. 35



17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Courriel :

RevueLysrouge@aol.com

Rédacteur en chef :

Jean-Philippe Chauvin

Directeur de la publication :

Yvan Aumont

Imprimé par nos soins

Sur les tablettes du libraire

Nous signalons ici – sans exclusive, mais sans pour autant tous les cautionner – les ouvrages parus ces derniers mois et qui ont trait soit au royalisme et à son histoire, soit aux monarchies étrangères.

Royalisme ou Histoire du royalisme

- Jacques Bainville - *Napoléon* - Gallimard/Tel - prix franco : 19 €.
- Stéphane Bern - *Diane de France, la princesse rebelle* - Flammarion - prix franco : 22 €.
- Odette Carasso - *Arthur Meyer, directeur du Gaulois* - Imago - prix franco : 23 €.
- Jean Charbonnel - *Les légitimistes, de Chateaubriand à de Gaulle* - Table ronde - prix franco : 26 €.
- Comte de Paris - *L'Histoire en héritage* - Tallandier - prix franco : 24 €.
- Philippe Delorme - *L'homme qui rêvait d'être roi* - Buchet-Chastel - prix franco : 19 €.
- Michel de Grèce - *Mémoires insolites* - XO éditions - prix franco : 24 €.
- Charles Maurras - *Trois devoirs* - Éd. BCM - prix franco : 12 €.
- Roland Mousnier - *Les institutions de la France sous la monarchie absolue* - PUF - prix franco : 39 €.
- Dominique Paoli - *Fortune et infortunes des princes d'Orléans* - Artna - prix franco : 34 €.
- Jacques Prevotat - *L'Action française* - Que sais-je ? - prix franco : 9 €.
- Henri Rungs - *Les rois de France face à l'Islam* - Mémoires de notre temps - prix franco : 34 €.
- Arnaud Teyssier - *Les enfants de Louis-Philippe et la France* - Pygmalion - prix franco : 24 €.
- Eric Woerth - *Le duc d'Aumale* - Archipel - prix franco : 23 €.

Monarchies étrangères

- Antoine d'Arjuzon - *Édouard VII, le prince de l'Entente cordiale* - Perrin - prix franco : 27 €.
- Kébir M. Ammi - *Abd el-Kader* - Presses de la Renaissance - prix franco : 17,50 €.
- Christian Cannuyer - *Histoire de la dynastie belge* - Ouest-France - prix franco : 10 €.
- Louis de Causans - *Monaco, les "vrais" Grimaldi* - J.M. Laffont - prix franco : 20 €.
- Ignace Dalle - *Les trois rois, la monarchie marocaine de l'indépendance à nos jours* - Fayard - prix franco : 30 €.
- Philippe Delorme - *Albert de Monaco, homme d'affaire et prince charmant* - Michel Lafon - prix franco : 20 €.
- Philippe Delorme - *Les Princes de la mer* - Bartillat - prix franco : 23 €.
- Remy Leveau (dir.) - *Monarchies du Golfe, les micro-États de la péninsule arabique* - Documentation française - prix franco : 17 €.
- Gholan Pahlavi - *Mon père, mon frère les Shahs d'Iran* - Normant - prix franco : 25 €.
- Reza Pahlavi - *Pour l'Iran* - Flammarion - prix franco : 22 €.

Et maintenant, abonnez-vous !

NOM/Prénoms :

Adresse :

Adresse électronique (courriel).....

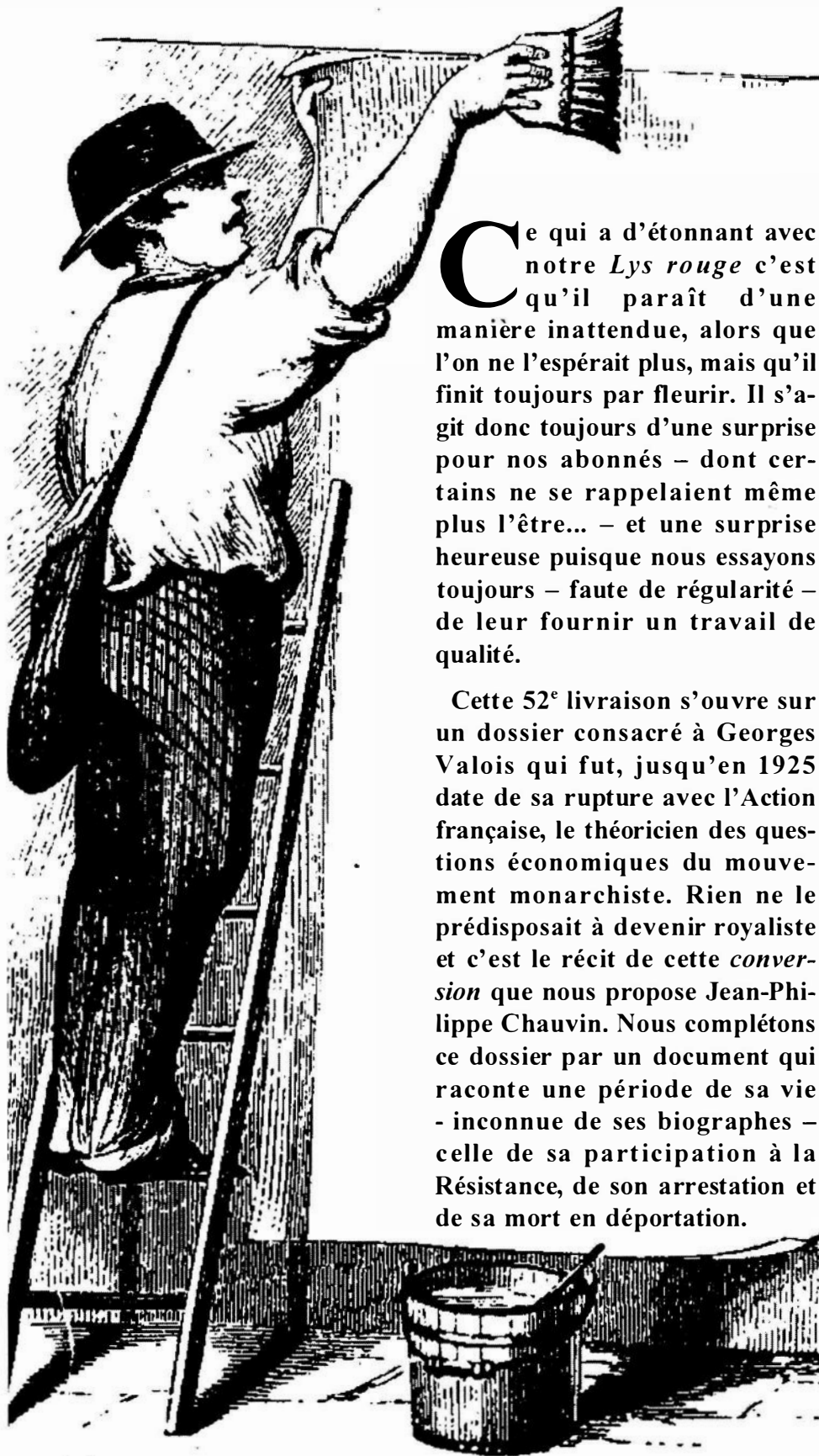
- s'abonne au « Lys Rouge » à partir du n°

☐ normal un an (4 numéros)..... 13 €

☐ soutien un an (4 numéros)..... 15 €

- Règlement à l'ordre de "Royaliste", 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

L'imprévisible



Ce qui a d'étonnant avec notre *Lys rouge* c'est qu'il paraît d'une manière inattendue, alors que l'on ne l'espérait plus, mais qu'il finit toujours par fleurir. Il s'agit donc toujours d'une surprise pour nos abonnés – dont certains ne se rappelaient même plus l'être... – et une surprise heureuse puisque nous essayons toujours – faute de régularité – de leur fournir un travail de qualité.

Cette 52^e livraison s'ouvre sur un dossier consacré à Georges Valois qui fut, jusqu'en 1925 date de sa rupture avec l'Action française, le théoricien des questions économiques du mouvement monarchiste. Rien ne le prédisposait à devenir royaliste et c'est le récit de cette *conversion* que nous propose Jean-Philippe Chauvin. Nous complétons ce dossier par un document qui raconte une période de sa vie – inconnue de ses biographes – celle de sa participation à la Résistance, de son arrestation et de sa mort en déportation.

Il s'agira encore de la Résistance avec l'article que François-Marie Fleutot consacre à Jacques Renouvin et des deux documents, extraits du *Dictionnaire historique de la Résistance* récemment paru, relatifs aux royalistes.

Puis nous reviendrons sur une période plus récente, puisque relative à l'histoire de la N.A.R., celle de l'élection présidentielle de 1974 avec la publication de notre correspondance avec le comte de Paris et les souvenirs de notre candidat. Également le texte de l'émission de télévision que nous avons faite sur FR3 en 1975.

Déjà bien amorcée dans nos précédents numéros l'histoire complexe et orageuse des relations entre Charles Maurras et le comte de Paris est complétée ici par une analyse d'Axel Tisserand à propos d'un texte, récemment édité, du chef de l'A.F.

Ce numéro se clôt par le récit de la fin du II^e Reich : *la chute des aigles* et une étude sur le général de Gaulle et les intellectuels.

Au gré des pages l'on trouvera aussi quelques friandises : une chanson et quelques mots sur Philippe VIII, le duc d'Orléans.

Bonne lecture à toutes et à tous.

Yvan AUMONT

Œuvres de Georges Valois

- **L'Homme qui vient**, Philosophie de l'autorité, 1906, N.L.N.
- **La monarchie et la classe ouvrière**, 1909, N.L.N.
- **La révolution sociale ou le roi**, 1910, N.L.N.
- **Les manuels scolaires**, 1911, N.L.N., en coll. avec François Renié
- **Les salons, les châteaux et le peuple français**, 1912
- **Le Père**, 1913, N.L.N.
- **La monarchie protectrice des intérêts ouvriers**, 1914, Poitiers
- **Le Cheval de Troie**, Réflexion sur la philosophie et sur la conduite de la guerre, 1918, N.L.N.
- **La réforme économique et sociale**, 1918, N.L.N.
- **L'Economie nouvelle**, Les systèmes économiques déçus, L'économie nouvelle, La nouvelle organisation économique, 1919, N.L.N.
- **La monnaie saine tuera la vie chère**, 1920, N.L.N.
- **Intelligence et production**, La nouvelle organisation économique de la France, 1920, N.L.N., en coll. avec Georges Coquelle
- **D'un siècle à l'autre**, Chronique d'une génération (1885-1920), 1921, N.L.N.
- **La reconstruction économique de l'Europe**, 1922, N.L.N.
- **L'État et la production**, 1922, N.L.N.
- **L'oeuvre de Georges Valois (Tome 1)**, L'Homme qui vient, 1923, N.L.N., Les Ecrivains de la Renaissance Française
- **Le cheval de Troie**, 1923, N.L.N.
- **L'oeuvre de Georges Valois (Tome II)**, Le père, 1924, N.L.N., Les Ecrivains de la Renaissance Française
- **L'oeuvre de Georges Valois (Tome III)**, Histoire et philosophie sociale, 1924, N.L.N., Les Ecrivains de la Renaissance Française
- **L'oeuvre de Georges Valois (Tome IV)**, Oeuvre économique I (L'économie nouvelle), 1924, N.L.N., Les Ecrivains de la Renaissance Française
- **L'oeuvre de Georges Valois (Tome V)**, D'un siècle à l'autre, 1924, N.L.N., Les Ecrivains de la Renaissance Française
- **Le mystère de la rue de Rivoli**, Grandeur et décadence du franc sous le ministère de M. de Lasteyrie, 1924, N.L.N.
- **La révolution nationale**, Philosophie de la victoire, 1924, N.L.N.
- **Histoire et Philosophie sociales**, 1924, N.L.N.
- **L'oeuvre de Georges Valois (Tome VI)**, Oeuvre économique II (L'Etat, les finances et la monnaie), 1925, N.L.N., Les Ecrivains de la Renaissance Française
- **La politique de la victoire**, 1925, N.L.N.
- **Pour éviter la hideuse banqueroute**, 1925, Imp. de Floch
- **La religion de la laïcité**, L'enseignement de la morale à l'école laïque, 1925, Action Française
- **La politique de la victoire**, 1925, N.L.N.
- **L'État - les finances et la monnaie**, 1925, N.L.N.
- **Contre le mensonge et la calomnie**, Les campagnes de l'A.F., mes réponses, mes accusations, 1926, N.L.N.
- **L'oeuvre de Georges Valois (Tome VII)**, Oeuvre économique III (Etat syndical et représentation corporative), 1927, N.L.N., Les Ecrivains de la Renaissance Française
- **Le fascisme**, 1927, N.L.N., Les écrivains du « Nouveau Siècle »
- **Basile ou la politique de la calomnie**, Georges Valois, ses témoins ses avocats et ses adversaires, 1927, Valois
- **Le Franc-Or**, 1927, N.L.N., La monnaie et les finances n°5 - en coll. avec Jacques Arthuys
- **L'Homme contre l'argent**, 1928, Valois, Les écrivains du Nouveau Siècle
- **Un nouvel âge de l'humanité**, 1929, Valois
- **Finances italiennes**, 1930, Valois, Suite politique italienne n°3
- **Economie**, 1931, Valois, Bib. économique universelle n° 9
- **Guerre ou révolution**, 1931, Valois
- **Journée d'Europe**, 1932, Valois
- **Note sur l'Afrique chantier de l'Europe**, 1932, Institut d'Economie européenne
- **Technique de la révolution syndicale**, 1935, Liberté
- **Guerre ou blocus économique**, 1939, Editions Liberté
- **Prométhée vainqueur**, ou explication de la guerre de 1940, 1940, Liberté
- **Le plan du Nouvel Age**, 1940
- **Fin du bolchevisme**, Conséquence européenne de l'événement, 1941, Les Ardillats - Valois
- **L'Homme devant l'éternel**, 1947, Valois
- **La vraie révolution**, l'économie aux usagers, 1947, Imp. Sainte Anne

Georges Valois

1878-1945

Qui connaît la commune des Ardillats (485 habitants) située dans le nord du département du Rhône à une soixantaine de kilomètres de Lyon ? Sans doute personne. Et c'est pourtant sur le site internet (http://ecolelesardillats.free.fr/site/135_11_novembx.htm) de l'école de cette petite commune que nous avons trouvé, un peu par hasard, un document inconnu qui relate entre autres les activités de Georges Valois dans la Résistance, son arrestation aux Ardillats et sa déportation. Les biographes de Valois ne parlent pratiquement pas de cette période, le document que nous publions comble donc une lacune importante. Pour compléter ce dossier on trouvera une étude sur la conversion de Valois au royalisme au début du siècle dernier.

GEORGES VALOIS, un « cas à part » dans la politique française, arrêté aux Ardillats.

Ce document publié sur le site internet de l'école des Ardillats reproduit un article de Gérard Maritaz en collaboration avec Roger Maria, publié en 1996 dans le *Pied de Rochefort*.

L'arrestation

Ce jeudi de l'Ascension fut une belle journée de printemps. C'est ce que se disent Maurice Geoffray, Julien Geoffray, Jean Trichard, Noël Montangeron et Joannès Callot, attablés au café de la Roche Gonin aux Ardillats.

Non loin de là, dans le Val d'Ardières, Roger Maria a ses pensées qui vagabondent : la jolie postière de Beaujeu..., les recom-

mandations de son patron : *« mettez de l'ordre dans nos papiers et dans nos comptes, nous allons bientôt partir. »*

Son patron, justement, se repose. Il est rentré aujourd'hui même, d'un voyage à Paris. Il était aux obsèques de son ami Magontier, tué dans un bombardement anglais. Mais la perte de Magontier, c'est aussi la perte d'une précieuse source de renseignements pour la Résistance.

« Le débarquement est prévu pour la fin mai, vérifiez votre uniforme de sous-lieutenant qui dort dans la naphthaline, nous allons partir pour un maquis en Dordogne dont je prends le commandement ». C'est tout ce que son patron lui a dit et il est allé s'étendre.

Soudain, un bruit de moteur rompt la tranquillité de cette fin d'après-midi. Deux 201 montent de Beaujeu. Intrigués, les cinq copains sortent du café, enfourchent leurs bicyclettes et suivent la petite route que viennent de prendre les automobiles. Arrivés à l'ancien hôtel du Val d'Ardières, des miliciens les font descendre de vélo et aligner contre un mur. Les cinq Ardillatons assistent à l'arrestation de Georges Valois et de son secrétaire Roger Maria.

Madame Valois, d'origine Suisse, parlant l'allemand, après une longue discussion, peut sauver son fils Philippe de l'arrestation. L'inspecteur de la Gestapo qui dirigeait le groupe a-t-il été impressionné par cette grande dame parlant si bien la langue de Goethe ?

Ce 18 mai 1844, ce n'est pas un résistant ordinaire que la Gestapo vient d'arrêter dans ce val perdu des Ardillats, c'est l'un des personnages les plus singuliers de la Troisième République.

« *C'était un homme de droite, mais qui a toujours été contre Pétain* » m'a dit ce vieil Ardillmaton.

« *C'était un homme de gauche, peut-être même d'extrême-gauche* » m'a dit tel autre.

Alors, qui était Georges Valois ?

Pour en savoir plus

De son vrai nom Alfred-Georges Gressent, Georges Valois est né à Paris le 7 octobre 1878. Il perd son père très jeune et de 5 à 13 ans est élevé par ses grands-parents maternels en Seine et Marne.

« *Mon grand-père, ouvrier chaudronnier, était républicain et libre-penseur. Avec l'instituteur, il fit de moi un homme libre. Avec ma grand-mère, il m'enseigna le travail et la méthode.* »

À 13 ans, il entre dans une école professionnelle à Paris, d'où il est exclu deux ans plus tard pour « manifestation intérieure ». Il est successivement employé chez un marchand de toiles, dans les bureaux du journal *France Nouvelle*, chez un fabricant de clarifiants, chez un maroquinier.

« *À 16 ans, j'ai été arrêté comme anarchiste, ce qui était faux.* »

À 17 ans, il part pour Singapour employé chez un commerçant français ; à 19 ans, il rentre en France pour étudier. « *J'étais devenu anarchiste* ».

À cette époque, il rencontre Georges Sorel et devient l'un de ses disciples.

À 22 ans, il est incorporé dans l'armée puis réformé pour tuberculose.

À 24 ans, il tente de devenir horloger à Genève, mais de là, il part à Moscou comme précepteur chez un comte russe où il épouse la dame de compagnie de la comtesse. Il rentre en France en août 1903 et travaille jusqu'en 1912 à la librairie Armand Colin.



♦ Georges Valois en 1942.

Ses premiers écrits datent de 1905-1906. Il prend le pseudonyme de Georges Valois et publie *l'Homme qui vient*, puis *La monarchie et la classe ouvrière*.

Il entre alors à l'Action Française. Mais son action s'exprime plus dans des mouvances marginales telles que le cercle Proudhon dont il est l'un des fondateurs en 1912 et dont la tendance très lutte des classes le mettait plutôt en opposition avec l'Action Française.

Ce qui l'attire, c'est que le Roi doit (et peut, estime-t-il) être contre le Parlement composé trop souvent de politiciens soumis aux puissances d'argent.

En 1912, Georges Valois fonde et prend la direction de la Nouvelle Librairie Nationale. Il est à cette époque le numéro trois de l'Action Française aux côtés de Charles Maurras et Léon Daudet. Il est

l'économiste singulier de la droite et de l'extrême-droite.

C'est un extraordinaire lanceur d'idées.

Georges Valois s'intéresse surtout à l'économie sociale, à l'organisation des métiers et des syndicats, seuls capables de lutter contre les banques et les trusts qui sont des parasites.

Mobilisé en 1914 comme deuxième classe, il devient officier et il est à Verdun jusqu'en 1916. En 1915, il théorise, dans un ouvrage intitulé *le Cheval de Troie*, l'invention du char d'assaut qui va être mis au point par le général Estienne.

Pendant la guerre, Georges Valois commence à se séparer de l'Action Française. Le soutien et les interventions de Léon Daudet pour sauver Georges Valois de la mort, après une blessure en 1916, empêchent une rupture brutale. Mais en 1925, la rupture est totale.

Georges Valois fonde alors la première ligue fasciste française : *Le faisceau des combattants et des producteurs* et un journal *Le Nouveau Siècle* ainsi que plus tard la Librairie Valois.

Le faisceau est créé sur le modèle mussolinien, mais il est « *non anti-socialiste, ni anticomuniste, ni antisémite* ». Il a pour but de créer au-dessus des partis et des classes un véritable « *État national et populaire* ».

Georges Valois milite pour une monnaie ferme, contre l'inflation et toute dévaluation. Lors d'une grande assemblée générale à Reims en juin 1926 (certains parlent de 25 000 personnes), Georges Valois en appelle à une évolution vers le socialisme contre le poincarisme.

Ayant acquis la conviction de ne pouvoir lutter contre la ploutocra-

tie avec les masses à tendances nationalistes, Georges Valois dissout le Faisceau en mars 1928, en appelle à une « République syndicale » et regarde vers le socialisme révolutionnaire. Il publie *L'Homme contre l'argent*, un ouvrage « tournant décisif » pour toute une époque.

À partir de 1931, il travaille avec Albert Thomas et d'autres à la rédaction de la Nouvelle Encyclopédie, mais la mort de ce dernier en 1932 met un terme à ce qui devait être un « formidable mouvement culturel ». En 1934, création du journal *Nouvel Âge* qui deviendra quotidien. Georges Valois prend des positions de plus en plus pacifistes et même gauchistes. Il démontre le soutien des capitalistes français et anglais à Franco et dénonce la gauche quand elle ne sert que de paravent au capitalisme.

En 1938, il mène campagne contre les accords de Munich. Les opposants sont alors rares : ils s'appellent Churchill, De Gaulle, Bidault, Cot, de Kérillis, les communistes... Pour Valois, il faut vaincre l'Allemagne sans guerre, instituer un blocus économique de l'Allemagne et de l'Italie.

Mais abandonnons un instant Georges Valois et revenons à l'été 1936 pour suivre les interrogations et engagements d'un jeune militant : Roger Maria a 18 ans cette année-là. Il a adhéré à la SFIO deux ans auparavant et se veut plutôt proche de la tendance gauche révolutionnaire de Marceau Pivert. Roger Maria se définit comme marxiste léniniste, mais critique à l'égard de l'orientation de la politique stalinienne. La décision de Léon Blum de non-intervention dans la guerre d'Espagne est pour lui un choc. Il démissionne de la SFIO.

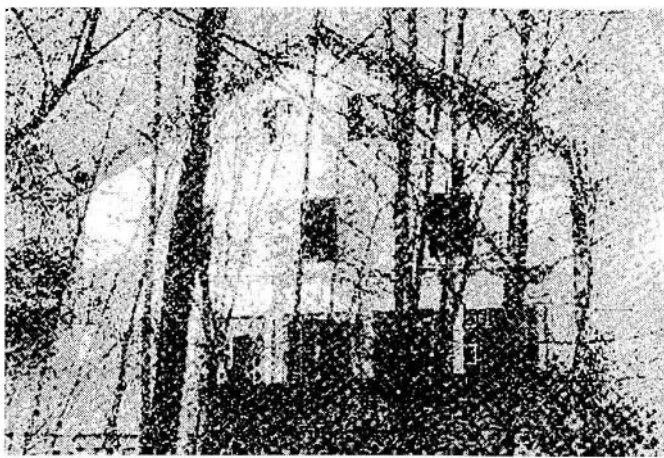
À cette époque, Roger Maria suit régulièrement des conférences à la Mutualité. En février 1937, le hasard le conduit à suivre la démonstration brillante que fait Georges Valois du soutien de fait des capitalistes français et anglais à Franco.

Les deux hommes s'apprécient et Georges Valois propose à Roger Maria de collaborer avec lui. Roger Maria suivra Georges Valois jusqu'aux Ardillats. Seule la déportation les séparera. Mais aujourd'hui encore Roger Maria est fidèle à Georges Valois et c'est en grande partie grâce à lui que nous avons pu réaliser cet article.

En juillet et août 1940, Georges Valois et son adjoint Gustave Rodriguès sont à Bayonne. Ce dernier se suicide. Georges Valois passe au Maroc où il crée un groupe clandestin qui édite une lettre confidentielle. Fin octobre 1940, il est arrêté « par précaution » et emprisonné à Meknès puis transféré à Clermont-Ferrand où il retrouve Pierre Mendès-France dans la même prison militaire. Les deux hommes se connaissent déjà puisque Georges Valois a aidé Pierre Mendès-France dans la préparation de sa thèse de docteur en droit sur *la Banque des Règlements Internationaux*.

Le 27 avril 1941, Georges Valois est libéré. Il retrouve à Vichy Roger Maria qui est démobilisé le 30 avril et s'appretait à gagner la France Libre par l'Afrique du Sud...

Georges Valois et Roger Maria, devenu son secrétaire, au lieu de rejoindre Londres, décident alors



♦ L'hôtel du Val d'Ardières aux Ardillats dernier refuge de Valois avant son arrestation

de « s'exiler » dans la région lyonnaise où ils ont des amis dans divers groupes de résistance. Georges Valois pense pouvoir acquérir une librairie.

« Je suis trop connu pour passer dans la clandestinité, je vais me mettre en quelque sorte, en résidence surveillée officielle pour que la police sache que je ne m'occupe plus que d'activités éditoriales non politiques ».

En mai 1941, ils sont à Couzon au Mont d'Or où ils prospectent la région. Georges Valois se rend compte qu'une librairie lyonnaise serait tout de même trop surveillée et il opte finalement pour une « résidence » plus discrète. L'hôtel du Val d'Ardières aux Ardillats est alors à vendre pour une bouchée de pain. Voilà une résidence, à l'écart, où l'on peut se faire oublier, mais qui permet aussi de recevoir des amis.

Fin juin, 1941, Georges Valois, ainsi que son épouse, emménagent au Val d'Ardières. Roger Maria est là aussi.

Ils vont alors mener deux activités rédactionnelles parallèles. L'une, officielle, traite de l'histoire des coopératives, de la législation des jardins ouvriers, donne aussi des conseils de jardinage au travers de fascicules ronéotés de 4-6 pages

que reçoivent quelques deux cents abonnés. Les « amis » reçoivent, eux, en supplément clandestin une lettre politique avec renseignements ou études sur... disons l'actualité.

Régulièrement, Roger Maria poste ces périodiques mensuels puis hebdomadaires en éparpillant ses dépôts pour ne pas se faire repérer dans diverses boîtes aux lettres d'un large secteur couvrant Belleville, Villefranche et Lyon.

En 1943, avec Cerf-Ferrière et Delmas, de *Combat*, basés à Beaujeu, Georges Valois publiera une nouvelle revue *Après*.

Seul, ensuite, il écrira sous le pseudonyme d'Adam, un numéro spécial d'*Après*, intitulé *La France trahie par les trusts*. Tapée à la machine aux Ardillats et imprimée à Villefranche sur Saône, c'est la brochure la plus volumineuse publiée par la Résistance.

Arrêtés par l'équipe de Barbie, Georges Valois et Roger Maria sont conduits au fort Montluc à Lyon et interrogés par la Gestapo. Roger Maria a été « passé à tabac » et plus ou moins torturé mais Georges Valois n'a semble-t-il jamais été frappé. Roger Maria nous a dit : « *Il est passé pour un idéaliste farfelu prêchant la réconciliation entre les peuples pour une économie nouvelle. Dans ces interrogatoires, la difficulté vient de ce que nous sommes interrogés séparément, que nous ne savons pas non plus ce que nos questionneurs savent déjà par les perquisitions effectuées. Nous arrivons à communiquer et à coordonner nos propos destinés à nous faire passer pour des intellectuels idéalistes et pacifistes* ».

Quand même condamnés à mort pour le principe, leur peine est commuée en déportation en camp de concentration. Roger Maria verra une dernière fois Georges

Valois au fameux camp (français) de Compiègne, appelé Royal Lieu... une sorte de gare de triage pour toutes destinations vers les camps nazis.

Roger Maria sera contraint, comme tant d'autres jeunes déportés de travailler en usine pour l'armée allemande, dans une hallucinante fabrique d'obus à Wattens-
tedt-Bruunswick. Transféré à Hanovre en mars 1945, il parvient avec un camarade à s'échapper au cours d'un convoi de nuit qui conduisit mille seize de ses compagnons à périr dans une tuerie au lance-flammes.

Recueilli dans une ferme, il est aidé par un prisonnier de guerre. Cachés dans un entrepôt agricole, ils échappent encore à un bombardement et seront enfin libérés le lendemain par un char anglais.

Georges Valois, de son côté est déporté au camp de Neuengamme où il se retrouve dans un groupe de déportés âgés, préposé aux tresses, en compagnie du marquis de Moustiers, du célèbre biologiste et dirigeant communiste Marcel Prenant, du général Bardi de Fourtou (de l'affaire Stavisky) et de quelques autres « notables » de la Résistance « intello ».

Grâce à l'écrivain Louis Martin-Chauffier qui l'y a rencontré, dans ce même drôle de groupe de vétérans, nous savons comment il rêvait, encore là-bas, de refaire le monde...

Transféré au camp mouroir de Bergen-Belsen, Georges Valois meurt, atteint du typhus, le 18 février 1945.

Gérard Maritaz
avec la collaboration de
Roger Maria
publié en 1996
dans le « *Pied de Rochefort* »

Georges Valois

**Notice biographique établie par le
Centre d'Histoire de Sciences Po**

Né en 1878 d'une famille paysanne et ouvrière, Alfred-Georges Gressent part travailler à Singapour dès l'âge de 17 ans. De retour à Paris en 1898, il travaille comme secrétaire à *L'Humanité nouvelle*, où il rencontre Georges Sorel dont il devient le disciple. Après un séjour en Russie, il est engagé, en 1903, comme secrétaire chez Armand Colin. A la suite de la rédaction de son premier ouvrage *L'Homme qui vient*, il fait la connaissance de Charles Maurras et entre à l'Action française. Travaillant toujours chez Armand Colin et ne pouvant se permettre de perdre son travail pour engagement politique, Alfred-Georges Gressent utilise alors le pseudonyme de Georges Valois.

En 1911, il crée un groupe syndicaliste : le Cercle de Proudhon. L'année suivante, il prend la direction de la Nouvelle librairie nationale, maison d'édition de l'Action française, qu'il conservera jusqu'en 1925, époque à laquelle il fonde l'hebdomadaire *Le Nouveau siècle*, perçu par Maurras comme un concurrent possible de l'Action française. La rupture éclate au grand jour après le lancement du Faisceau, considéré comme le premier parti fasciste français.

De 1928 à 1932, Georges Valois collabore aux *Cahiers bleus* et, tout en conservant la Librairie nationale, devenue Librairie Valois, commence un fonds d'études techniques, économiques, culturelles... qui, en 1932-1933, servira de matériaux idéologiques au mouvement de Nouvel Age, destiné à établir une économie nouvelle propre à remplacer le capitalisme.

Pendant l'occupation, Georges Valois s'installe près de Lyon et monte un projet de sociétés coopératives culturelles. Le 18 mai 1944, il est arrêté et déporté. Il mourra du typhus à Bergen-Belsen en février 1945.

L'entrée en royalisme de Georges Valois (1906)

Georges Valois (1878-1945) appartient aussi à l'histoire du royalisme et, au-delà, à sa mémoire, malgré sa rupture dramatique avec l'*Action française* et la véritable guerre qu'il lui a ensuite menée. Pourtant, il n'est le plus souvent cité, dans les ouvrages consacrés par les maurrassiens à l'*Action française*, que pour évoquer sa trahison de 1925 et la création du premier parti fasciste français, le Faisceau, à la vie éphémère. Or, ses vingt passés à l'*Action française*, à la théorisation et à la pratique d'une stratégie politique devant mener à la monarchie, méritent l'attention, à défaut d'emporter toujours l'adhésion.

Georges Valois, de son véritable nom Georges Gressent (Valois, un pseudonyme hautement symbolique de son ralliement au courant monarchiste et qu'il conservera par la suite), a évoqué, dans son ouvrage publié en 1922 et intitulé *D'un siècle à l'autre*, son parcours politique personnel vers la monarchie. De tempérament anarchiste et révolutionnaire, sans doute plus révolutionnaire qu'anarchiste et socialiste, Valois va trouver en 1906 la foi catholique alors qu'il rédigeait un livre de philosophie, *L'Homme qui vient* : il parle d'une illumination : « Je ne puis définir autrement ce qui se produit en moi : j'eus le sentiment d'une lumière qui tout à coup chassait les ténèbres extérieures et me pénétrait tout entier. Je me sentis enveloppé d'une chaleur maternelle. Je m'arrêtai, sentant naître en moi une confiance, un espoir indicibles. À qui parler ? Je n'eus pas une hésitation : je me signai et je dis tout bas : Je vous salue, Marie. » (1)

Peu après, travaillant toujours sur son livre, sa réflexion le mène à la monarchie, selon lui logiquement, dans le droit fil de son raisonnement. Ainsi, la monarchie n'est pas pour lui un aboutissement et, en même temps, le moyen d'action et d'une certaine manière, de révolution dans le sens d'un bouleversement institutionnel nécessaire. Valois explique cette évolution particulière : « Je repris mon travail. Et une à une encore, de nouvelles conclusions s'imposaient à mon

esprit. J'avais fait le plan d'un chapitre qui exposait un système républicain où toutes les forces sociales étaient équilibrées. Naturellement cela ne tint pas, et je dus déchirer mes feuillets. Un jour, je dus écrire le mot : monarchie. Malgré ma propre révolte, il me fallut conclure. » (2)

À ce moment là, en 1906, le royalisme français, s'il n'est pas inexistant, apparaît peu visible et peu crédible : les parlementaires royalistes, de moins en moins nombreux, se font de plus en plus discrets sur leurs intentions monarchistes, et l'*Action française*, si elle dispose d'une revue et, depuis 1905, d'une organisation politique, n'en est qu'à ses débuts, même si elle a dépassé le stade des hésitations. Valois ne la connaît pas encore, et il ne sait pas vraiment comment agir, et surtout, avec qui la faire. Après quelques rencontres décevantes, c'est l'écrivain Paul Bourget, royaliste reconnu, qui va recevoir Valois et l'orienter vers l'*Action française* et Charles Maurras, devenu son représentant le plus évident depuis la publication de l'*Enquête sur la monarchie*.

Lorsque Valois raconte son adhésion à l'*Action française* en 1921, Maurras a le beau rôle : évidemment, après la rupture de 1925, le ton change et Valois laisse entendre qu'il n'a jamais vu en Maurras qu'une intelligence politique médiocre et un

esprit trop théorique et fumeux pour être actif et efficace. Ses derniers jugements de l'après-1925 sont, sans doute, à mettre sur le compte de la déception et de l'amertume : dans l'histoire de l'*Action française*, les ruptures ont souvent pris un caractère tragique et violent (qu'on pense au cas de Bernanos...), profondément affectif, malgré les explications théoriques...

En tout cas, les souvenirs de Valois publiés dans *D'un siècle à l'autre* sont loin de laisser prévoir les déchirements ultérieurs : « Je courus rue du Bac acheter quelques numéros de la revue d'*Action française*, que je lus avidement. J'appris avec allégresse que le groupe de l'*Action française* était formé d'hommes qui, appartenant autrefois à la République, avaient conclu à la Monarchie au nom du salut public. Mon aventure n'était donc pas unique ? Je n'allais donc pas contre mon siècle ? Je vis que Maurras avait institué son Enquête sur la Monarchie en 1900. Coïncidence, mais la date est là ; un siècle se clôt par la condamnation de ses propres erreurs, et c'est la plus haute intelligence qui prononce sa condamnation. Un siècle s'ouvre, dans ce frémissement de l'intelligence et du cœur qui annonce une renaissance. Bourget avait raison : ma place était à l'*Action française*.

(...) Je vis l'auteur de l'*Enquête* dans cet étonnant cabinet où, déjà, l'arrangement des choses révélait que

Maurras s'est donné tout entier à l'œuvre qu'il a entreprise ; les livres débordant des bibliothèques, conquérant, avec les revues et les journaux, les meubles et les sièges, tout annonçait que l'homme qui vivait là avait sacrifié sa vie personnelle à son action. Dès que la conversation fut ouverte, j'eus le sentiment que, cette fois, j'étais bien au port, et prêt à partir pour la plus belle aventure du siècle. (...) On acquerrait auprès de Maurras la certitude absolue du succès. Il ne s'agissait que de conquérir la France à la vérité politique. Maurras disait que cela se ferait par la raison. » (3)

Peut-être a-t-on dans cette dernière phrase l'une des explications de l'échec de l'*Action française* et de la déception (postérieure) de Valois à son encontre : en effet, si l'on considère, comme le disent les paroles de *La Royale*, véritable hymne officiel de l'*Action française*, que sa force est d'avoir raison, sa faiblesse est indéniablement de se contenter de cette certitude. Valois le reprochera vertement à Maurras après 1925 et l'accusera même de ne rien avoir prévu pour le *coup de force* promis, s'appuyant sur l'absence de réaction d'ampleur après l'assassinat de Marius Plateau (le véritable stratège du mouvement) en 1923. En somme, il accusera Maurras d'être un phraseur juste intéressé par sa carrière littéraire, accusation déjà avancée par Louis Dimier et qui sera reprise jusqu'à aujourd'hui comme, par exemple, dans le récent livre de Bruno Goyet sur Maurras. (4)

En 1906, Valois est bien loin de ces sentiments là, quoiqu'il ait pu en dire par la suite : c'est Maurras qui lui conseille de rencontrer le Prétendant, ce qu'il fait en juillet 1906, en se rendant à Ostende, « où Mgr le Duc d'Orléans était de passage. J'allais saluer la monarchie vivante. Je n'étais guère dans l'état d'esprit d'un partisan qui va rendre hommage à son Prince. Mes nerfs obéissaient mal à ma raison. C'est une chose que d'accepter une idée, même violemment opposée à celles dont on a vécu depuis l'enfance. Mais s'incliner de-

vant un homme, devant un Prince, lorsqu'on a dans le sang, beaucoup plus que dans l'esprit, tous les préjugés du siècle contre la monarchie et la noblesse qui l'entoure, c'est une tout autre chose, et que je n'acceptais pas sans une révolte profonde.

En traversant la plaine des Flandres, je pensais à mon grand-père, à son enseignement, aux espérances qu'il avait placées en moi pour la République. Mais qu'eut-il fait lui-même s'il s'était trouvé devant le dilemme qui était celui de ma génération ; la République étant devenue, à cause même de sa



♦ Philippe VIII, duc d'Orléans

Constitution, le bien des financiers et des politiciens, il nous fallait choisir entre l'anarchie et la monarchie, entre la révolution sociale et le roi. Qu'eut-il choisi lui-même ? Je ne doutais pas qu'il eût choisi la monarchie, au nom même des sentiments qui l'avaient fait républicain. » (5)

Il est intéressant de noter que ce raisonnement a été, dans le siècle passé et dans celui dans lequel nous sommes, commun à de nombreux adhérents de l'*Action française*, ne serait-ce que les premiers d'entre eux, mais aussi, plus proche de nous, un *bleu de Vendée*, qui se disait *républicain de cœur, royaliste de raison*,

Pierre Debray. Cela renforce l'idée d'une *Action française* où la raison raisonnante se veut plus forte, plus affirmée, que dans les royalismes du temps de la Révolution et du XIX^e siècle, où le sentiment est le fondement principal, voire même essentiel. Une idée confirmée par la fidélité parfois fort critique des royalistes d'*Action française* à l'égard des Princes et la distanciation à l'égard des idées ou des propos de ceux-ci : il suffit de repenser aux relations parfois mouvementées entre le comte de Paris et l'*Action française* depuis les années 30 jusqu'à sa mort en 1999.

Pour Valois, comme pour Maurras ou Daudet avant lui, la rencontre avec le duc d'Orléans est déterminante : elle donne une incarnation à l'idée royale. Valois voit le Roi, il est conquis, non plus par la personne qui est, même en exil, le Roi : « Il [le duc d'Orléans] entraît plein de cette majesté simple, alerte, qui est celle que le peuple français aime à trouver chez ses rois ; son visage, encadré d'or roux, était illuminé par un regard jaillissant du bleu limpide de ses yeux. Il serait au milieu d'une foule, vêtu d'une bure, que l'on irait droit à lui : voici le roi. (...) Toutes les questions que je me posais la veille étaient résolues, un simple geste de Mgr le duc d'Orléans les avait tranchées. J'avais adhéré à la monarchie, mais j'étais aujourd'hui conquis par la personne du prince. » (6)

Cette fidélité au Duc d'Orléans, Valois semble ne l'avoir jamais totalement renié : mais, quand le prince meurt et que le duc de Guise devient le nouveau Prétendant, il annonce à ce dernier son *détachement de la monarchie* et son intention d'agir dans un cadre républicain. Là encore, peut-être se rallie-t-il à la République par dépit, le duc de Guise ayant conservé un prudent silence au moment des pires attaques de l'*Action française* contre Valois, en 1926. Dans ses écrits ultérieurs, le fondateur du *Faisceau* explique que, selon lui, la monarchie n'a plus la capacité politique de résoudre le problème social en



♦ 1926 - Les militants du Faisceau de Georges Valois donnent l'assaut aux locaux de l'Action française. La rupture est bien consommée...

France : en fait, il semble surtout qu'il ne croit plus, en particulier depuis la mort de Plateau en 1923 et l'échec cuisant des listes d'*Action française* aux élections législatives de 1924, aux possibilités du mouvement royaliste de parvenir à ses fins ; au contraire, il pense désormais que l'*Action française* est, en elle-même, l'obstacle à la réalisation de ses projets de *renovation nationale et sociale*, parce qu'elle n'est plus en mesure de créer une *dynamique d'union nationale* autour de la monarchie. Il est évident que la guerre de 1914-18 a brisé net la dynamique de conquête de l'*Action française* et détruit les fondements traditionnels de la société qui étaient aussi, en grande partie, ceux de la *sociologie monarchique*. La guerre démocratique, selon l'expression de Bainville, a ruiné les espérances monarchistes... Sur ce point, l'histoire du XX^e siècle semble bien avoir confirmé les intuitions de Valois

Après sa conversion à la monarchie et ses rencontres avec ceux qui en sont les promoteurs et l'incarnation, Georges Valois s'engage à fond dans l'*Action française*, et il en explique les motivations : « *Il y a un chef : c'est le chef de la Maison de France.*

Il est en exil ; mais, sur la terre où il doit régner, il y a un chef qui veille à l'action quotidienne, c'est Charles Maurras ; auprès de lui, des hommes ardents, énergiques, chefs eux aussi d'une troupe encore peu nombreuse, mais qui croît déjà rapidement. Objectif : le renversement de la République, et la restauration, nous dirions presque, tant la monarchie nous paraît rajeunie au même jeune, l'instauration de la monarchie. Moyens d'action : refaire un esprit public, d'abord ; ensuite, tous les moyens même légaux. Chefs et troupe : les Français de

toute condition ; dès 1906, en effet, l'Action française réunissait des hommes venus de toutes les maisons de France, et tous, qu'ils vissent de la Sorbonne ou de la rue Grange-aux-Belles, de l'atelier, de la ferme ou du château, avaient répondu à un appel de l'intelligence. » (7)

L'*Action française* apparaît alors, avant même la naissance du quotidien du même nom, comme la force montante au sein du pays, comme celle capable d'entraîner les *Français de toutes conditions*, au-delà de leurs différences particulières, sociales ou culturelles. On retrouve ici de façon implicite le schéma maurrassien qui ne distingue pas, dans le cadre de l'efficacité politique, les Français selon leurs appartenances mais qui s'adresse prioritairement aux *Français actifs*, en opposition aux *Français passifs*, peu utiles au combat politique, voire même gênants. Plus tard, séparé de l'*Action française*, Valois reprendra le même schéma, rejetant les dirigeants monarchistes du camp des *Français passifs*...

Pour Valois, en 1906 et au-delà, c'est *Politique d'abord* : « (...) la solution de chacun [des problèmes] est commandée par la solution du problème de l'État. (...) La monar-

chie faite, nous cessons d'être une cohue pour devenir une assemblée de républiques organisées, sous la protection du roi. » (8).

Ainsi, à partir de 1906 et pour une vingtaine d'années, Georges Valois mettra toute son ardeur à la promotion de la *nécessaire forme monarchique de l'État*. Il le fera à sa manière, cherchant à conquérir le public ouvrier et à ouvrir une alternative économique à la fois au capitalisme et au socialisme. Ses efforts lui paraîtront vains après 1925, mais la suite de l'Histoire l'a bien montré, sa plus grande efficacité aura été au sein du courant monarchiste : ses expériences ultérieures ne toucheront plus que des publics marginaux et ne laisseront guère de traces. Notons aussi que, s'il reste quelques lecteurs des textes de Valois, ils se retrouvent principalement parmi les monarchistes eux-mêmes... dont la plupart reconnaissent qu'il fût le principal penseur économique de l'*Action française*, malgré toutes les critiques d'après 1925...

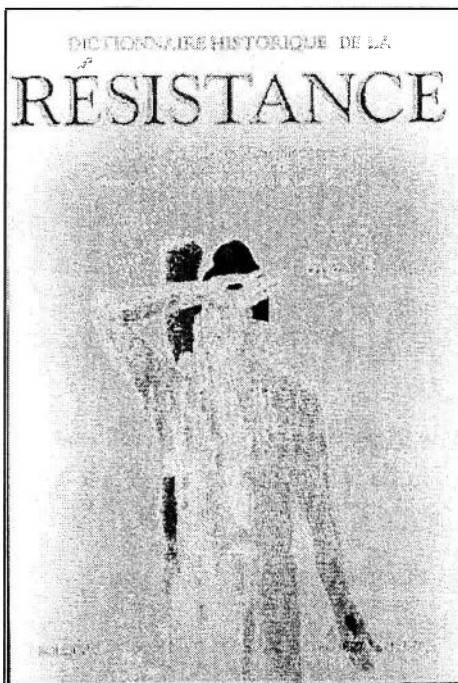
Jean-Philippe CHAUVIN

- (1) Georges Valois - « *D'un siècle à l'autre* », page 227.
- (2) Georges Valois, op. cité, pp. 227-228.
- (3) Georges Valois, op. cité, pp. 238-240.
- (4) Bruno Goyet - « *Charles Maurras* », Presses de Sciences Po, 2000.
- (5) Georges Valois, op. cité, pp. 240-241.
- (6) Georges Valois, op. cité, page 242.
- (7) Georges Valois, op. cité, page 243.
- (8) Georges Valois, op. cité, pp. 243-244.

Bibliographie

Peu d'études ont été consacrées à Georges Valois, citons :

- Jean-Maurice Duval - *Le Faisceau de Georges Valois* - Librairie française 1979.
- Yves Guchet - *Georges Valois, l'Action française, le Faisceau, la République syndicale* - 1^{ère} éd. Albatros 1975, 2^e éd. Erasmé 1990, 3^e éd. Harmattan 2001 (prix franco : 27 €).
- Jean-Claude Valla - *Georges Valois : de l'anarcho-syndicalisme au fascisme* - éd. Librairie nationale, 2003.



Rubrique « Monarchistes »

Très présents à Vichy et dans les mouvements collaborationnistes parisiens, les monarchistes, même très minoritaires, le sont aussi dans la Résistance.

Le cercle des monarchistes n'est pas aisé à délimiter, car dans leurs rangs les défections et les scissions ont été nombreuses à la suite de la condamnation pontificale en 1926 de l'Action française (AF), qui leur servait de point de ralliement, puis de sa rupture avec la famille royale en 1937. La plupart des monarchistes qui entrent en résistance ont pris leurs distances avec l'AF et se sont détournés de Maurras avant même qu'il ne se rallie à Pétain et à l'oeuvre de la Révolution nationale, qualifiée par lui de « divine surprise » le 9 février 1941. Au demeurant, *L'Action française* a durablement marqué nombre de lecteurs qui se sont éloignés d'elle, et parmi eux Charles de Gaulle, Philippe de Hau-

Extraits du Dictionnaire Historique de la Résistance 2006, collection Bouquins, éditions Robert Laffont

teclocque (*Leclerc*) ou Edmond Michelet. Au sein de la Résistance, les monarchistes n'ont jamais constitué d'organisations spécifiques mais ils se singularisent par une certaine manière d'être, caractérisée par la précocité et la radicalité de leur engagement clandestin.

Parti en Angleterre le 18 juin 1940, Gilbert Renault, par exemple, demande aussitôt à être envoyé en France pour y monter un réseau de renseignements. Devenu Rémy, il crée, notamment avec l'aide d'amis monarchistes, l'un des principaux réseaux qu'il nomme « Confrérie Notre-Dame » (CND). Jacques Renouvin, quant à lui, s'était déjà fait remarquer le 14 novembre 1938 en giflant, à l'Arc de triomphe, Pierre-Étienne Flandin, ancien président du Conseil, auteur d'un télégramme de félicitations à Hitler pour les accords de Munich. En 1939, il choisit de combattre dans les corps francs. Fait prisonnier, il s'évade puis s'installe à Montpellier où il entre en contact avec le mouvement Liberté en février 1941. Il crée alors le premier groupe franc (GF) qui se manifeste avec éclat en faisant sauter quelques kiosques et vitrines de collaborateurs ou en peignant au bleu de méthylène sur le socle de la statue de Louis XIV : « Je n'aurais jamais collaboré. » Il devient le chef des GF de Combat où il retrouve son ami monarchiste Pierre Bénouville. Ce dernier, au sein du mouvement, milite ardemment en faveur de l'action immédiate et succède à Henri Frenay comme

commissaire aux affaires militaires des Mouvements unis de Résistance.

Certains, anciens Camelots du Roy comme Bénouville ou Renouvin, s'aventurent plus facilement que d'autres dans la lutte armée - d'autres, anciens membres de la Cagoule comme Rémy ou Paul Dungler, mettent à profit leur expérience du complot et du secret nécessaire aux réseaux souterrains. À l'exception notable d'Henri d'Astier de la Vigerie qui, à Alger, intrigue pour que le comte de Paris succède à l'amiral Darlan, les monarchistes répugnent à tout engagement politique et plus encore à mettre en avant leurs convictions. Ce qui les anime, c'est un patriotisme sans concession et un sens de l'honneur dont la force de l'évidence ne se paie pas de mots. Se faisant remarquer par le caractère entier de leur engagement au sein des Forces françaises libres comme dans la Résistance où ils pratiquent de façon privilégiée le renseignement (en particulier les réseaux CN, Jade-Fitzroy, Septième colonne d'Alsace) et la lutte armée (Groupes francs, Action immédiate), les monarchistes n'ont manqué ni de brio ni de panache.

FRANÇOIS MARCOT

Bibl. : FLEUTOT François-Marie, *Des royalistes dans la Résistance*.

François Marcot (dir.) **Dictionnaire Historique de la Résistance**

Prix franco : 32 €, à commander à nos bureaux.

Jacques Renouvin : Paris-Montpellier-Mauthausen sans retour

Il fait beau, en France, ce samedi 24 janvier 2004 ! Devant le monument érigé par la mairie de Palavas-les-Flots à la mémoire des Résistants morts pour la France, personne, pas un officiel, pas un ancien résistant, pas le moindre délégué d'association d'anciens déportés, pas l'ombre d'un Compagnon de la Libération... Je suis seul, face à la croix de Lorraine rappelant la disparition, il y a soixante ans jour pour jour, au camp de Mauthausen, de Jacques Renouvin, le créateur des *Groupes Francs* de la Résistance.

Jacques Renouvin, le royaliste, le catholique... Pour lui, la Résistance a commencé bien avant la guerre. En octobre 1938, à la suite des accords de Munich, Pierre-Étienne Flandin, chef de l'Alliance Démocratique à la Chambre des députés, envoie un télégramme de félicitations à Hitler. Il s'en explique : *"On a complimenté Monsieur Chamberlain, on a complimenté Monsieur Daladier, on a complimenté Monsieur Mussolini ! Alors j'ai complimenté Monsieur Hitler !"* Puis viennent les célébrations du 11 novembre. Dans *l'Humanité* du 15 novembre suivant : *« A grandes enjambées, P.-E. Flandin se dirige vers l'Arc de Triomphe pour déposer des fleurs sur la tombe de l'inconnu... Un avocat parisien, Maître Renouvin, s'en détache. En termes vigoureux,*

il lui rappelle son télégramme à Hitler. – Vous ne déshonorerez pas la tombe du soldat inconnu ! Et flac ! Une magistrale paire de gifles !" Mais c'est l'Époque, le journal de la droite républicaine d'Henri de Kerillis, qui consacra la plus large part à l'événement en publiant un entretien avec l'avo-



cat : « Je l'ai giflé, déclare-t-il, espérant que cette leçon servirait aux Français égarés qui seraient tentés de se livrer aux mêmes intrigues, aux même bassesses ! »

Deux ans plus tard, en novembre ou décembre 1940, les Français de la zone sud peuvent lire, sur le socle de la statue de Louis XIV à Montpellier, une belle inscription au bleu de méthylène : *« Lui n'au-*

rait pas collaboré ! » Jacques Renouvin signe ainsi son passage. Il est à Palavas où il retrouve son neveu Michel, étudiant en médecine. Michel est en relation avec un petit groupe de démocrates chrétiens déjà actifs dans la propagande anti-allemande, le groupe *Liberté* (de Menthon, Pierre-Henri Teitgen, René Capitant, Alfred Coste-Floret, Auguste Champetier de Ribes, etc.) A Montpellier, de nombreux intellectuels contactent *Liberté* : Marc Bloch, Lévi-Strauss, Rémi Palanque... Renouvin y croise d'autres anciens royalistes, plus ou moins éloignés, comme Edmond Michelet, Charles de Bancalis d'Aragon (vieille famille légitimiste qui restera jusqu'à la fin de sa vie abonné à *Royaliste*) et Ferdinand Paloc journaliste à *l'Éclair*.

Le 13 décembre 1940, après l'échec de la tentative des royalistes et des anti-collabos d'éloigner du gouvernement les Laval et autres Déat, le chef de l'État français (le maréchal Pétain) appelle Flandin au gouvernement. Jacques Renouvin comprend qu'il n'y a, hélas, plus rien à attendre du vieux maréchal républicain. Sa décision est prise : ce sera la Résistance. La Résistance active, la Résistance avec tous ceux qui refusent la soumission. Et l'ancien camelot du Roi, le disciple de Charles Maurras, va s'engager avec ceux qu'il a combattus pendant si long-

temps : les républicains, les socialistes, les démocrates-chrétiens, etc... C'est l'union sacrée !

De fait, Renouvin va se trouver à l'origine de nombreux groupes de résistance dans toute la zone sud (à Montpellier, Alès, Carcassonne, Béziers, Toulouse, etc). Il organise des groupes sur Limoges, Clermont-Ferrand, Tulle, Brive. Comme le dit Noguères, *"pour que s'engage le dialogue entre le franc-maçon et le catholique, entre le jeune saboteur et le grand invalide de Verdun, il faut qu'intervienne un véritable catalyseur. Celui-ci, au moment où l'année s'achève, venant de Paris, vient d'arriver à Montpellier et, sans mission, sans mandat, a déjà pris quelques contacts. Son nom n'est encore connu que de quelques rares Montpelliérains auprès desquels il a commencé à s'informer des possibilités d'action. Mais bientôt ce nom – Jacques Renouvin – sera celui d'un des Français les plus activement recherchés par toutes les polices."*

De janvier 1941 à son arrestation en janvier 43, Renouvin va réunir et diriger les *Groupes francs* (G.F.). Jusqu'en novembre 42, au contraire de ce qui se passe en zone nord, il n'y a pas de troupes d'occupation allemandes dans la zone dite « libre ». L'action des G.F. n'y est donc pas militaire : elle est de traquer les Français qui soutiennent ouvertement la collaboration avec l'ennemi. Ils s'attaquent d'abord aux points de vente de journaux comme *Signal*, puis vont chahuter et même interdire les réunions de collabos, puis commenceront à faire sauter leurs boutiques. Lorsque *Liberté* s'allie avec le capitaine Henri Frenay dans le mouvement *Combat*, la direction nationale des *Groupes francs* est tout naturellement con-

fiée à Renouvin. Décision que confirmera le délégué pour la zone sud du général de Gaulle, Jean Moulin.

Il faut attendre le 29 juillet 1942 pour que le chef national des *Groupes Francs* organise sa première *"kermesse"*. Le principe des *kermesses* est simple : le même jour, au même moment, partout où c'est possible, les *Groupes Francs* font sauter les bureaux de tel ou tel organisme. Dans dix villes, à Lyon, Clermont-Ferrand, Saint-Étienne, Toulouse, Montpellier, Lons-le-Saunier, Vienne, etc., les bureaux de recrutement de la main d'œuvre française pour l'Allemagne explosent à la même heure. Les jours qui suivent se ressemblent, les sièges du P.P.F. (Doriot), de la Légion tricolore et du S.O.L. sont ravagés.

A partir de l'occupation de la zone sud, le combat ne peut plus se limiter à contrer la collaboration. C'est à l'occupant qu'il faut désormais s'attaquer, en organisant la guérilla. Hélas, le 29 janvier 1943, Jacques Renouvin est dénoncé : il est arrêté. Arrêté lui aussi, Edmond Michelet, qui n'a jamais cessé de témoigner du courage de son ami, le rencontre une fois encore : *« Je retrouve mon vieux compagnon de Combat Jacques Renouvin, "Joseph" pour les initiés. Il est maigre à faire peur. Il a plus souffert que nous tous (...) Dans cette salle de Fresnes, nous fîmes ensemble le point de nos situations respectives. Tout de suite, il m'apparut que Renouvin, pour en finir sans compromettre personne, avait assumé pour lui tout seul une écrasante responsabilité. Mais Renouvin ne savait pas mentir, même à la Gestapo. Un vrai chevalier, décidément. »* Le 30 août 1943, Michelet et Renouvin feront en-

semble une partie du voyage vers l'Allemagne. C'est dans les environs d'Augsbourg que Michelet voit disparaître pour toujours son ami en direction de Mauthausen, tandis que lui était aigüillé vers Dachau.

Jacques Renouvin n'est plus que le matricule 35217. Son ami Teddy Piat (un membre des G.F.) est lui aussi à Mauthausen. En janvier 1944, Piat est placé dans le pavillon des galeux. Il y retrouve Jacques Renouvin. *« Il n'était plus que l'ombre de l'homme grand et fort que j'avais connu et aimé. Il se trouvait là parce qu'il avait la gale, mais il était aussi couvert d'anthrax et de phlegmons (...) Nous avons dû passer deux ou trois jours côte à côte. Dans la journée, je m'asseyais sur le châlit (nous étions sur celui du haut) et je mettais sa tête sur mes genoux. J'essayais de le réconforter, mais il ne m'entendait plus. Je devais le "forcer" à manger sa demi-tranche de pain ; il n'en avait plus la force. Et un après midi, je m'aperçus qu'il était mort sans un mot, sans un soupir, la tête sur mes genoux. Je peux attester que, en fait, il est mort de faim dans le plus complet dénuement, désespéré ; lui qui aurait fait fièrement face à un peloton d'exécution. »*

Le 20 janvier 1946, Jacques Renouvin (1905-1944) est fait *Compagnon de la Libération* à titre posthume par le général de Gaulle.

François-Marin FLEUTOT

Références :

- 📖 François-Marin Fleutot - *« Des Royalistes dans la résistance »* (Flammarion) – prix franco : 23 €.
- 📖 Henri Noguères - *« Histoires de la Résistance en France »* (Robert Laffont)
- 📖 François David - *« Visages de la Résistance en pays de Brive »* (Éd. des 3 Épis) dans lequel on trouve le témoignage de Teddy Piat – prix franco : 21 €.
- 📖 Edmond Michelet - *« Rue de la Liberté »* (Seuil) – prix franco : 8,50 €.



Rubrique « Jacques Renouvin »

Renouvin, Jacques, Bertrand,
Paleyrac, Ricard, Joseph
(1905-1944)

Jacques Renouvin peut se prévaloir d'une solide expérience militante quand survient la défaite de 1940. À trente-cinq ans, cet avocat a milité dans les rangs de l'Action française et fait le coup de poing avec les communistes au sein des Camelots du Roy. En novembre 1938, il a publiquement giflé Pierre-Étienne Flandin, président de l'Alliance démocratique, alors qu'il se préparait à déposer une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu, pour le punir du télégramme de félicitations envoyé à Hitler, Chamberlain, Daladier et Mussolini au lendemain des accords de Munich.

Extraits du **Dictionnaire Historique de la Résistance** 2006, collection Bouquins, éditions Robert Laffont

Mobilisé le 2 septembre 1939 comme sergent, il fait dans les corps francs une brillante campagne de France qui lui vaut la croix de guerre. Blessé le 16 juin 1940 en Moselle, fait prisonnier, il est conduit à l'hôpital d'Épinal d'où il s'évade. Démobilisé le 27 août 1940, il passe en zone sud et cherche immédiatement à « faire quelque chose ». Dès le début de 1941, Jacques Renouvin se joint au mouvement Liberté créé par François de Menthon et Pierre-Henri Teitgen qu'il aide activement à se développer dans la région de Montpellier. Chargé de la diffusion de la feuille clandestine *Liberté*, il organise des actions de choc (lacérations d'affiches, destructions de kiosques à journaux). En novembre 1941, après la fusion de Liberté et du mouvement de Libération nationale qui aboutit à la création de Combat, il propose à Henri Frenay la création à Montpellier de groupes francs, c'est-à-dire d'équipes d'action immédiate.

Devenu en 1942 chef national des Groupes francs de Combat, il sillonne la zone « libre » pour recruter, organiser et instruire personnellement des volontaires en vue de diverses actions en zone sud. En juillet, il monte sa première « kermesse », faisant sauter simultanément dans différentes villes de zone sud des

officines de la collaboration. Renouvin monte également des opérations armées contre des dépôts d'explosifs, des sabotages et déraillements de trains et des attaques contre les Allemands et les collaborateurs.

Arrêté le 29 janvier 1943 par la Gestapo à Brive le même jour que Mireille Tronchon, avec laquelle il s'était marié religieusement, Jacques Renouvin est écroué à Fresnes. Longue-ment torturé, il ne parle pas. Le 3 août 1943, il épouse civilement Mireille en prison, avant d'être déporté en Allemagne à la fin du mois. Interné à Mauthausen, il y meurt d'épuisement le 24 janvier 1944. Jacques Renouvin a reçu la croix de la Libération à titre posthume.

LAURENT DOUZOU
ET DOMINIQUE VEILLON

Bibl. : BÉNOUVILLE Guillaïn de, *Le Sacrifice du matin* - BOURDET Claude, *L'Aventure incertaine. De la Résistance à la Restauration* - FLEUTOT François-Marin, *Des royalistes dans la Résistance*.

● François Marcot (dir.) - **Dictionnaire Historique de la Résistance**

Prix franco : 32 €.

● François-Marin Fleutot **Des Royalistes dans la Résistance**

Prix franco : 23 €.

A commander à nos bureaux.

Le duc d'Orléans en 1914

Frappé par la loi d'exil de 1886, le duc d'Orléans – chef de la Maison de France depuis 1894 - Philippe VIII pour les royalistes – tenta vainement de se faire incorporer dans l'armée française en 1914.

Déjà, en 1889, alors qu'il n'était encore que le Dauphin, il avait défrayé la chronique. Il venait d'avoir 20 ans et, bravant la loi d'exil, s'était présenté à Paris au bureau de recrutement pour se faire recenser et demander à faire son service militaire et partager le sort et la gamelle de tous les jeunes Français de son âge.

Arrêté, condamné à deux ans de prison, il y avait acquis une grande popularité et son surnom de *Prince Gamelle*. Après sa libération (1) et avant de retourner en exil il avait écrit une *Lettre aux conscrits de sa classe* où il leur disait : « *Mes chers camarades, la place que je rêvais dans le rang, au milieu de vous, près du drapeau, gardez-la moi, je viendrais la reprendre.* »

En 1914, dès la déclaration de guerre, il avait renvoyé à l'empereur d'Autriche son collier de la Toison d'or (2). En même temps il télégraphiait au président du conseil, René Viviani, pour revendiquer le « *droit et l'honneur* » de servir sa patrie sous les drapeaux, ajoutant : « *devant les événements actuels, toutes les lois d'exception, tous les dissentiments politiques doivent tomber* ». Viviani refusa, suggérant au prince de se tourner vers l'un des pays alliés. Le duc d'Orléans s'adressa alors successivement aux armées belge et anglaise, puis à l'armée russe. Partout ce fut le refus des autorités par crainte de mécontenter le gouvernement français.

Devant ces échecs, le prince écrivit à nouveau, le 15 décembre 1914, à René Viviani lui suggérant de proposer au Parlement une légère modification de la loi d'exil : « *Je ne sollicite aucunement l'abrogation des lois d'exil, il suffit d'admettre que les effets en seront suspendus pendant la durée de la guerre. Une fois mon devoir militaire accompli, il me serait moins dur de quitter le sol français après avoir eu la joie et l'honneur de participer à sa « délivrance »*. Cette fois-ci M. Viviani ne répondit même pas.

En présence de ce silence le duc d'Orléans mandata les deux chefs de l'Action française, Charles Maurras et Maurice Pujo, pour qu'ils aillent plaider la cause auprès du président du conseil. Louis Rambert raconte : « *Ils n'en purent rien obtenir. Une fin de non-recevoir formelle fut apportée à tous les expédients qu'ils proposaient, fût-ce à un engagement sous un nom d'emprunt dans la légion étrangère. La même opposition du gouvernement français devait écarter le prince de l'armée italienne, puis de l'armée américaine : le chef-né des royalistes français n'aura pas eu la consolation de joindre ses efforts aux leurs sur les champs de bataille.* » (3)

On ne peut s'empêcher, sans esprit polémique, de rapprocher l'attitude de Philippe VIII de celle du prétendant don Jaime de Bourbon (Jacques 1^{er} pour les royalistes partisans de la

branche espagnole). Les deux hommes sont presque du même âge, le duc d'Orléans a 45 ans et don Jaime 44 ans. Mais don Jaime, lui, n'est pas concerné par la loi d'exil, aussi rien ne l'empêchait de venir s'engager dans l'armée aux côtés de « ses sujets ». Il n'en a rien fait... Il est vrai qu'il s'est toujours considéré comme un prince espagnol et peu de temps auparavant disait : « *... mon cœur, d'autant plus espagnol que je suis loin de ma chère Espagne ...* ».

Dans un de ses manifestes, le duc d'Orléans écrivait : « *Tous les soldats de France trouveraient en moi qui eus l'amertume de ne pouvoir servir dans leurs rangs, un chef garant de l'honneur commun comme du sien propre* ».

En 1939, à la différence de 1914, la III^e République agonisante accepta que le comte de Paris s'engage sous un faux nom dans la Légion étrangère. Et depuis l'abolition de la loi d'exil, en 1950, la Famille de France a toujours servi brillamment dans l'armée sans parler du prince François qui est mort pour la France en Algérie. (4)

Y.A.

(1) Le prince avait été condamné à deux ans de prison et transféré à la Maison centrale de Clairvaux pour y purger sa peine. Devant sa popularité grandissante le gouvernement pris peur et le libéra au bout de quatre mois.

(2) Le duc d'Orléans avait été fait chevalier de la Toison d'or par François-Joseph 1^{er}, empereur d'Autriche, en 1896, après qu'il est devenu chef de la Maison de France en 1894.

(3) Louis Rambert – « *L'Action française pendant la guerre* » - Éd. de l'A.F., 1919.

(4) Au sujet de la mort du prince François de France (1935-1960) voir le *Lys rouge* n°50.

L'élection présidentielle de 1974

En 1974, notre mouvement avait décidé de présenter Bertrand Renouvin à l'élection présidentielle. Nous lui avons demandé d'évoquer les souvenirs que cela lui rappelle et, d'autre part, nous publions la correspondance échangée avec le comte de Paris à ce sujet, assortie de quelques explications et commentaires.

Lorsque le 2 avril 1974 est annoncée la mort du président de la République Georges Pompidou, la décision du Comité directeur de la Nouvelle Action française, réuni en urgence le lendemain, est vite prise : il nous faut profiter de l'opportunité et présenter un candidat à l'élection présidentielle annoncée pour le début mai. Plusieurs objectifs à cette candidature : faire sortir notre jeune mouvement qui a moins de trois ans d'existence, de l'anonymat groupusculaire et lui donner de la crédibilité ; profiter de l'accès à la télévision et la radio pour proposer aux Français un projet révolutionnaire de société, émanant d'un royaliste et briser par-là même certains clichés bien établis ; bénéficier de l'impact des 30 millions de *professions de foi* expédiées (gratuitement pour nous) auprès des électeurs.

La décision prise et le choix du candidat, Bertrand Renouvin, effectué il nous restait une grande inconnue. Quelle serait la réaction du Chef de la Maison de France, le comte de Paris, à cette initiative nouvelle et qui pouvait paraître paradoxale ? A cette époque, nous



♦ Jusque dans les plus petites communes de France fleurissent les affiches de Bertrand Renouvin.

n'avions eu encore aucun contact direct avec le Prince, même si nous savions qu'il suivait avec attention les premiers pas de notre mouvement. Attention sans doute accompagnée d'une certaine méfiance, le nom de notre organisation faisant encore référence à l'Action française ce qui n'était pas pour lui un très bon souvenir...

La meilleure façon d'être fixés était encore de lui écrire, d'où ma lettre du 4 avril et l'échange ac-

céléré (1) de correspondances qui s'en est suivi et que nous publions pour la première fois ici. De ces lettres nous retînmes que le Prince ne s'opposait pas au projet mais qu'il y mettait de sérieuses conditions et laissait planer la menace d'un désaveu public au cas où nous ne les respecterions pas. Afin qu'il n'y ait pas d'ambiguïté sur notre interprétation de sa pensée nous lui fîmes parvenir dans notre lettre du 12 avril une « charte » de nos engagements en lui indiquant que nous ne rendrions publique la candidature que quatre jours plus tard. Délai qui lui aurait permis, s'il l'avait voulu, de mettre fin au projet.

Les engagements que nous avions pris modifiaient sensiblement les axes de la campagne que nous envisagions. Pas question de présenter un « programme » ni de faire une propagande ouvertement royaliste mais plutôt mener une réflexion sur nos institutions et les problèmes de la société française.

Au soir du premier tour quel était le bilan par rapport aux objectifs que nous nous étions fixés ?

● Pour la presse et les médias, la NAF était sortie durablement de

(1) Nous allions porter les lettres directement à son secrétariat rue de Miromesnil et celui-ci nous téléphonait pour nous avertir qu'une réponse nous attendait.

l'anonymat et était venue jouer dans la cour des grands. Le fait d'avoir franchi les étapes préliminaires – les cent signatures de maires – et d'avoir reçu l'onction du suffrage universel (quelle qu'ait été la modestie du résultat) nous faisait considérer d'un œil nouveau et avec une curiosité non dénuée de sympathie.

- L'impact des émissions de radio et télévision, focalisé sur la personne de Bertrand Renouvin, fut aussi très important. Il n'est pas rare qu'aujourd'hui encore – plus de trente ans après ! – à l'énoncé du nom de Bertrand je m'entende dire : « Ah ! je me souviens très bien de la campagne de ce jeune homme » (il était alors le plus jeune des candidats).

- Les résultats de l'opération *profession de foi* furent plus mitigés même si nous reçûmes des milliers de lettres. En effet, suite aux difficultés pour nous procurer du papier (les candidats étant chargés de l'impression et de l'acheminement du matériel électoral dans les préfectures), près d'un tiers des départements ne fut pas approvisionné en temps voulu.

- Sur le plan négatif, nous avons eu l'incompréhension de certains militants qui - ignorant des engagements que nous avions pris auprès du Prince - auraient voulu une campagne musclée très ouvertement royaliste.

- En revanche une des retombées positives de cette campagne fut la confiance qui s'est instaurée entre le comte de Paris et la NAF. Nous avons tenu nos engagements, et le Prince avait pu juger du sérieux de notre démarche. Mais ceci est une autre histoire...

Yvan AUMONT

CORRESPONDANCE

Paris, le 4 avril 1974

Monseigneur,

La Nouvelle Action Française souhaiterait profiter de l'occasion offerte par les élections présidentielles pour présenter un candidat.

Au cours de sa campagne, Bertrand Renouvin s'attachera à développer les idées exprimées dans *Le Projet Royaliste* et dans notre hebdomadaire, sans jamais les présenter comme celles du Chef de la Maison de France et en se gardant de formuler un programme qui engagerait l'avenir.

Nous avons tenu à soumettre ce projet à Monseigneur au cas où il susciterait de sa part une opposition formelle.

Daigne Monseigneur agréer l'expression de notre entier et respectueux dévouement.

Yvan AUMONT
Directeur Général de la N.A.F.

Paris, le 4 avril 1974

Monsieur,

Monseigneur le Comte de Paris a été très sensible à la démarche de la Nouvelle Action Française l'informant de son intention de présenter un candidat à l'élection présidentielle.

Ainsi que toutes les autres familles spirituelles, celles constituées par les royalistes français sont, à l'évidence, entièrement libres de décider et d'agir selon les conceptions qui leur sont propres. Le Chef de la Maison de France n'est en aucune façon le chef des royalistes. L'action de ceux-ci s'est toujours engagée indépendamment de son autorité et sans entraîner sa responsabilité.

Les royalistes de la Nouvelle Action Française sont à même d'apprécier par eux-mêmes, si dans les circonstances présentes, une candidature d'un des leurs serait susceptible de donner de la monarchie capétienne l'image qui est celle de son histoire et qui, actuellement, pourrait s'identifier au destin de la France.

Quoiqu'il en soit, devant une candidature présentée comme royaliste par la presse et par le candidat lui-même, Monseigneur le Comte de Paris se trouverait, de ce fait, dans l'obligation de faire savoir aux Français que la politique soutenue par ce candidat procède d'une doctrine qu'il n'a cessé de désavouer, qu'elle ne saurait donc être représentative de sa propre pensée non plus que des véritables traditions capétiennes, et qu'elle ne répond d'aucune manière aux nécessités de l'arbitrage supérieur entre toutes les forces réelles de la nation que requiert la situation politique et sociale de la France d'aujourd'hui.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments très distingués.

Paris, le 5 avril 1974

Monseigneur,

Nous remercions le Prince d'avoir daigné nous faire connaître, et dès hier, qu'une candidature de la Nouvelle Action Française présentée comme royaliste appellerait de sa part une revendication de ses prérogatives et une rectification de l'expression de la tradition capétienne.

Afin de mieux évaluer les aléas d'une campagne publique de la Nouvelle Action Française et de connaître les limites dans lesquelles elle pourrait s'inscrire, nous avons l'honneur de solliciter très respectueusement du Prince qu'il veuille bien accorder une audience à messieurs Aumont, Leclerc et Renouvin, membres du comité directeur.

Daigne Monseigneur agréer l'expression de notre entier et respectueux dévouement.

Yvan AUMONT
Directeur Général de la N.A.F.

Paris, le 5 avril 1974

Monsieur,

A la suite de la lettre que nous vous avons adressée hier au sujet d'une éventuelle candidature royaliste à la Présidence de la République, vous nous avez demandé de présenter à Monseigneur le Comte de Paris une demande d'audience.

Le Prince vient de nous faire savoir qu'il lui est, à son grand regret, tout à fait impossible de recevoir dans les présentes circonstances Messieurs Leclerc, Renouvin et vous-même en raison de la position fondamentale qui est celle du Chef de la Maison de France et que nous vous avons exposée. Position que d'ailleurs, aucune considération de personne ou d'opportunité ne serait susceptible de modifier.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments très distingués.

Paris, le 12 avril 1974

Monseigneur,

Notre projet correspond très exactement dans son esprit à ce que le Prince a bien voulu nous faire connaître dans sa lettre du quatre avril. Ce projet, bien entendu, ne pourra et ne devra en aucune façon gêner le Prince dans ses propres préoccupations.

Il ne s'agit nullement de présenter un candidat à la Présidence de la République sous le sigle « Nouvelle Action Française » ni même sous l'étiquette royaliste. Il s'agit encore moins, pour celui-ci, de proposer un quelconque programme de gouvernement.

Simple citoyen, faisant personnellement acte de candidature, sans jamais se présenter comme le porte-parole d'un mouvement, d'un Parti ou d'une personnalité, ni faire référence à une doctrine, serait-elle maurrassienne, le candidat entend simplement utiliser les puissants moyens offerts par la campagne électorale notamment à la télévision et à la radio, pour attirer l'attention des Français sur le problème de leurs institutions. Cette opération apparaît d'autant plus importante que, dans le climat émotionnel actuel, les Français éprouvent profondément l'absence d'un père et le disent, comme ils regrettent que le Président disparu n'ait pas désigné son successeur. Ils se scandalisent d'une lutte partisane étrangère au souci du bien commun.

Il nous apparaît donc nécessaire qu'un simple citoyen tente d'analyser publiquement la nature de ce trouble, la raison profonde de la crise actuelle, et de démontrer la nécessité d'une restauration de l'unité française et de l'État.

Il va de soi que, ne voulant pas aggraver la division, le candidat fera savoir qu'il ne sollicite aucun suffrage.

Dans cet esprit, nous avons conçu un communiqué de presse qui ne sera diffusé que le mardi seize avril, et qui reprendra explicitement les points suivants :

- Bertrand Renouvin (seul signataire du texte) se présente à titre strictement personnel, et n'engage que lui-même.
- Il entend n'accepter aucune étiquette et dénie aux autres candidats comme aux organes d'information le droit de lui imposer une.
- Il posera le problème de l'État à la lumière de la crise actuelle des institutions.

Il va sans dire que toute interprétation fallacieuse ou malveillante de l'esprit de cette candidature par la presse, recevrait immédiatement le démenti le plus net, de la même manière que certaines informations récentes relatives à la Nouvelle Action Française.

Daigne Monseigneur agréer, l'expression de notre entier et respectueux dévouement.

Yvan AUMONT
Directeur Général

Bertrand RENOUVIN

Dans la presse

M. BERTRAND RENOUVIN CANDIDAT ROYALISTE DE LA DERNIÈRE HEURE

Un candidat de la dernière heure : M. Bertrand Renouvin. En annonçant sa candidature, il a notamment déclaré : « Il faut sortir de cette situation qui conduit les Français à redouter leur avenir en détestant leur présent. Simple citoyen, je me présente à titre strictement personnel, sans étiquette aucune, en dehors de toute référence à une personne, ou à un groupe ou à une idéologie. J'entends exprimer le souci commun à tous les Français de restaurer l'État et de défendre l'avenir des peuples de France, dans leurs libertés reconquises. »

[Né le 15 juin 1941 à Paris, Bertrand Renouvin est le fils de Jacques Renouvin, chef des groupes francs du mouvement de résistance Combat, compagnon de la Libération, mort à Matthausen. Il est docteur en sciences politiques, éditorialiste à la « Nouvelle action française », directeur d'« Arsenal ». Il a publié en janvier « Le projet royaliste ».]

Le Figaro - 17 avril 1974

après la première intervention

Les douze candidats se sont exprimés pour la première fois dans le cadre de la campagne officielle de propagande à l'O.R.T.F. vendredi 19 avril (...).

(...) La surprise vient avec M. Bertrand Renouvin. Il sait parler et accrocher l'auditeur. Il veut donner à réfléchir. Ce monarchiste ne cherche pas, du moins dans cette première intervention, à développer ses thèses. Il se borne à analyser. A peine glisse-t-il un regret révélateur : que le chef de l'État n'ait pu désigner son successeur. La surprise est d'ailleurs redoublée quand M. François Mitterrand prend la parole et développe une argumentation dans la forme et dans le fond parallèle à celle de M. Renouvin. Lui aussi veut « réfléchir avec nous ».

Le Monde 21-22 avril 1974

Quand j'étais candidat

par Bertrand Renouvin

Quand j'étais candidat, la mode était aux jeunes. Si ma mémoire est bonne, j'étais le plus jeune candidat et Valéry Giscard d'Estaing disait qu'il allait devenir le plus jeune président de la République. L'argument de mon auguste compétiteur m'a délivré à jamais de la démagogie jeuniste : l'élu de 1974 était vieux à vingt ans, et n'a guère rajeuni depuis lors. La droite non plus n'a pas changé : le Pasqua de l'époque s'appelait Marcellin, qui faisait peur aux bourgeois en agitant des épouvantails en forme de révolutionnaires cubains. Déjà des histoires de barbus subversifs...

Quant aux jeunes, l'attitude n'a guère varié : des caresses dans le sens du poil (on se mettait à l'écoute, on commande un sondage) et une politique de désespérance. Désespoir des années Pompidou, qui conduisit tant de jeunes à l'hôpital psychiatrique, qui les poussa vers la drogue ou le suicide. Désespoir de l'année Balladur, avec cette belle différence que la révolution qui semblait morte en 1974 paraît aujourd'hui devant nous.

Quand j'étais candidat... Trois mots qui invitent à la nostalgie. Pour moi, pas le moindre danger d'un retour larmoyant sur l'année 1974. On n'a pas la nostalgie des années molles, des années-regrets, des années ras l'bol. Comme Régis Debray, mais pour d'autres raisons, j'avais manqué de Gaulle et de Gaulle me manquait. Comme tant d'autres de ma génération, j'avais participé à ma manière au grand mouvement de contestation, mais nous assistions avec une rage impuissante à son lent naufrage dans les basses eaux pompolidiennes. En 1974, je n'avais

pas confiance dans le candidat de la gauche mais je redoutais la glu conservatrice et je détestais déjà la morgue aristocratique. Giscard encore, Giscard d'Estaing comme fantôme français : il nous arrive de prendre la suffisance pour de la grandeur, de confondre la noblesse, fondée sur le service de l'État, et la caste qui confisque le pouvoir.

Je n'étais pas seul à exprimer le refus de la bourgeoisie financière et la crainte de sa domination sans partage, ni le seul à souhaiter une transformation profonde de l'économie et de la société françaises : il y avait alors une vie politique extra parlementaire, passionnée, baroque, violente parfois, qui animait et orientait le débat civique. Gauchiste pour l'essentiel, dans les nuances trotskistes représentées par Alain Krivine et Arlette Laguiller, déjà écologiste avec René Dumont, royaliste par mon truchement, cette « mouvance » issue de Mai 1968 donna à la campagne présidentielle de 1974 une tonalité particulière : minoritaires mais pas marginales, passionnelles ou passionnées mais complètement désintéressées puisque ses candidats ne pouvaient prétendre à la magistrature suprême, les tendances extra parlementaires menaient une libre réflexion, en public et avec les citoyens, avec le soutien amical d'une presse qui n'était pas encore possédée par le démon médiatique.

Quand j'étais candidat, la presse donnait plus facilement la parole aux minorités politiques : il n'y avait pas cette présélection médiatique que j'ai connue en 1981, et qui s'est aggravée depuis. Depuis une dizaine d'années, la télévision qui fait et défait les modes politiques se contente d'accorder

aux *petits candidats* l'aumône d'une déclaration par-ci par-là : cela sent l'obligation pesante, on devine l'impatience de gens qui font leur devoir en songeant au temps perdu et à l'argent gaspillé. Il y a vingt ans, la télévision ne dictait pas encore sa loi, les journalistes de l'audiovisuel étaient plus proches des minorités agissantes (dont ils provenaient parfois) et ceux de la presse écrite avaient me semble-t-il plus de latitude. Faute de pouvoir mener une campagne de réunions (nous n'avions pas l'argent nécessaire) j'ai passé la plus grande partie de mon temps en entretiens de presse : de vrais entretiens, approfondis, et non pas des réponses-types à des questionnaires standardisés. J'avais le temps d'expliquer une position politique complexe et apparemment paradoxale, et mes interlocuteurs avaient le temps d'écouter, prenaient le temps de reproduire fidèlement nos conversations. Cette écoute attentive et ce dialogue vrai existent encore dans la presse écrite, en province plus qu'à Paris, avec les correspondants étrangers plus qu'avec nos compatriotes. Mais j'ai le regret de constater que le personnel médiatique (à distinguer des journalistes) consacre toute son attention à la classe dirigeante – tout simplement parce qu'il en fait partie. Du coup, des aspects majeurs de la vie politique du pays échappent au regard des médias ou se réduisent à quelques clichés sur les banlieues, le chômage, la misère, la colère des groupes et des générations sacrifiées. Je n'écris pas cela par dépit : de tous les minoritaires, je ne suis pas le plus mal loti.

Quand j'étais candidat, la participation au débat démocratique était plus

aisée qu'aujourd'hui. Pour une candidature à l'élection présidentielle, il suffisait de réunir cent signatures de maires, de députés, de sénateurs, et de déposer une caution de 10 000 francs. C'est dire qu'un petit mouvement, même très pauvre, mais composé de militants décidés, pouvait sans difficultés réunir en peu de temps les signatures demandées. Le mouvement royaliste que j'animais - que j'anime toujours - avec une douzaine d'autres camarades nous paraissait à la hauteur de l'enjeu : les délais étaient très courts, mais les adhérents étaient enthousiastes et chacun se mit en devoir de rendre visite aux maires des communes rurales - plus accessibles que ceux des villes. Je fus naturellement de plusieurs tournées : celle de Champagne m'a laissé un souvenir particulier, à cause des flûtes que je dus absorber avec d'autant plus de mérite que je n'apprécie guère le vin qui pétillait. Hélas, la Bourgogne et le Bordelais ne figuraient pas sur mes itinéraires de campagne...

Les bouteilles de champagne sorties de derrière les fagots et nombre d'autres breuvages généreusement offerts montraient que l'accueil réservé aux militants royalistes était aimable, voire chaleureux. À ceci près que les vieux notables royalistes issus de l'Action française refusèrent pour la plupart de signer en ma faveur : gravement, ils nous expliquaient qu'il ne fallait pas diviser la droite, ni gêner en quoi que ce soit l'élection de Monsieur Giscard d'Estaing - car ces notables conservateurs étaient évidemment anti-gaullistes, souvent par pétainisme plus ou moins avoué. Tel était le résultat de la politique de l'Action française : elle avait formé de timides gardiens de l'ordre établi, qui concevaient la fidélité royaliste sous la forme d'une sentimentalité vague. Cette mouvance réactionnaire n'a pas disparu : elle a par exemple engendré un Philippe de Villiers, que j'ai vu passer très classiquement de l'extrémisme monarchisant au Parti républicain. J'en profite pour signaler que cette évolution, justifiée par la défense des mêmes intérêts de classe, n'a jamais conduit notre sémillant défenseur des *valeurs* à militer au sein

de notre mouvement : en 1974, Philippe de Villiers nous trouvait trop à gauche et surtout beaucoup trop démocrates...

Nombre de royalistes patentés nous ayant fait défaut, ce furent les *petits* maires républicains qui composèrent la majorité des cent soixante-dix signatures rapidement réunies : avec une belle rigueur, ils signaient pour un royaliste au nom de la liberté d'expression, pour l'élargissement du débat démocratique, et ils auraient aussi bien soutenu Arlette Laguiller ou Alain Krivine si les équipes trotskistes étaient passées avant nous.

Lorsqu'il fut élu président, Giscard d'Estaing le libéral organisa à sa manière la liberté d'expression. Pour la présidentielle, le nombre de signatures requises passa de 100 à 500. La barre ainsi relevée n'était pas infranchissable pour une formation modeste dès lors qu'elle avait le temps de mener sa campagne. Mais deux autres dispositions *techniques* furent adoptées, qui renforcent les obstacles : d'abord le nom du signataire est publié au Journal officiel, ce qui a un effet dissuasif dans la mesure où un maire ainsi repéré peut craindre pour les subventions de sa commune ; ensuite le formulaire de soutien est maintenant un imprimé envoyé par le ministère de l'Intérieur quelques semaines avant l'ouverture de la campagne, alors qu'en 1974 nous faisions directement signer sur papier libre. Ce point paraît mineur, mais il rend peu opérante la démarche militante et le dialogue qui s'ensuit... On me dira que beaucoup de petits candidats ont participé aux présidentielles de 1981 et de 1988 : je crains que certains d'entre eux aient par trop bénéficié de la bienveillance intéres-

sée d'une grande formation politique... Lancer une ou deux billes dans la partie qui se joue dans le camp d'en face, cela s'est toujours fait.

Être candidat de tradition royaliste n'allait pas sans paradoxes que la presse de l'époque ne manqua pas de souligner. Un royaliste candidat à la présidence de la République ? La contradiction ne tenait qu'à une perversion du sens des mots. La République ne désigne pas un régime particulier, mais l'objet et l'enjeu du pouvoir politique - la chose publique, le bien commun qui exige un État de droit. Dès lors, un royaliste ne saurait se fixer pour objectif d'abattre la République : il se doit au contraire de servir la République dans le souci du bien commun, selon une conception particulière de la légitimité qui selon moi renforce l'État de droit.

La candidature d'un royaliste était donc rigoureusement compatible avec la légalité républicaine (ce que personne ne contesta) et avec le principe républicain. Cette candidature était de surcroît en harmonie avec la lettre et l'esprit de la Constitution de la V^e République - qu'on qualifie à juste titre de *monarchie républicaine*, et qui reprend dans son article 5 la doctrine capétienne de l'indépendance du chef de l'État et du pouvoir arbitral, garant de la continuité.

En présentant sa candidature, le royaliste que je suis ne pouvait manquer de respecter le principe monar-



♦ Des affiches et des professions de foi, mais aussi relayées par une campagne militante...

chique-républicain qui veut que le candidat se présente à titre personnel, et non comme représentant d'une idéologie et (ou) d'un parti. Comme François Mitterrand, comme Valéry Giscard d'Estaing, j'ai signé seul ma *profession de foi* sans apposer sous ma signature une quelconque étiquette. Et mes interventions ont été celles d'un citoyen, certes royaliste, mais qui se gardait de parler au nom de la tradition capétienne que le chef de la Maison de France est seul en droit d'incarner et d'exprimer.

Être candidat, c'est présenter un projet. Telle était du moins l'opinion commune en 1974 : on confrontait des projets de société, des programmes de gouvernement – des idées figurez-vous. Trente ans après, ces débats paraissent étranges. L'idéologie de la communication est passée par-là, ravageuse, le *travail d'image* a ruiné la réflexion politique, et le discours *réaliste* a marqué la démission des hommes d'État. Le réalisme en politique, c'est toujours la soumission à la loi du plus fort, la soumission aux logiques les plus violentes. Pétain était réaliste en 1940 : sous prétexte que les Allemands avaient gagné une bataille, l'homme de Vichy voulait que les Français se fassent une raison. Dans une toute autre situation, Jacques Delors, Michel Rocard et Edouard Balladur ont prêché le réalisme face aux forces du marché – qui soumet notre pays à la violence meurtrière de l'économie.

Les prétendus réalistes ne comprennent pas que faire de la politique c'est façonner le réel, faire naître ou renaître des réalités en fonction du projet qu'on a formé. Sans vision à l'échelle des siècles, pas d'action efficace dans l'ordinaire des jours. Gaullistes, royalistes, socialistes, communistes de toutes obédiences, nous affirmions en 1974 des espoirs divers et souvent contradictoires, mais nous pensions et agissions tous dans l'espérance. Destin de la France millénaire dans le cours de l'histoire du monde, révolution sociale, libération de l'homme, société sans classes : notre histoire personnelle, nos tactiques et nos stratégies militantes

s'inscrivaient dans ces vastes perspectives. Par la suite, il fut de bon ton de dénoncer les grands récits historiques, matrices supposées des totalitarismes, et de railler les rêveurs. On a détruit les ambitions collectives, restent les rivalités individuelles : dans notre pays, la violence n'a pas reculé, elle a changé de visage.

Comme les autres candidats, j'ai présenté aux électeurs un projet. Trente ans après, je n'ai pas à en rougir. Les mots que j'employais ne sont plus à la mode, mais les soucis et les exigences sont restées identiques : restaurer l'État dans son indépendance et sa dignité ; affranchir l'économie et la société de la violence capitaliste-libérale ; préserver l'indépendance nationale des volontés de puissance impériales. Aujourd'hui, tout cela pourrait encore servir à la définition d'un programme de gouvernement. Plutôt que d'en débattre, on préfère se réfugier dans la quiétude de la gestion. Cette prétendue sagesse est une folie : il y aura un grand retour du Politique, comme il y a en psychanalyse des retours du refoulé.

Être candidat à l'élection présidentielle, c'est devenir célèbre tout à coup. Micros, caméras, conférences de presse : les *présidentiables* ont l'habitude, mais ne semblent pas pouvoir s'en passer. Ceux qui sont candidats pour une élection, comme on était roi d'un jour, et qui ne se font aucune illusion sur le résultat chiffré, prennent les choses avec distance. Pour Arlette Laguiller, pour Alain Krivine, pour moi aussi, la célébrité n'est pas une fin en soi, mais le moyen de faire connaître ses convictions et de les faire partager : en d'autres termes, c'est le témoignage qu'on cherche à *médiatiser* et non pas la personne.

De ma célébrité momentanée, j'ai gardé pour ma part un souvenir pénible et une interrogation demeurée jusqu'à aujourd'hui sans réponse. En pleine campagne, à mon premier moment de liberté (quelques dizaines de minutes entre deux émissions de radio) j'ai voulu faire quelques pas

dans les rues ensoleillées et aller prendre un café à une terrasse. Je me suis retrouvé comme un poisson dans un aquarium, un jour de présentation au public de nouvelles espèces rares : les passants s'arrêtaient pour me regarder, beaucoup me souriaient, certains venaient me serrer la main, mais ce qui est normal lors d'une réunion publique devenait angoissant. Tout à coup, je n'ai plus su marcher, et je fus incapable d'avaler sous plusieurs dizaines de regards intéressés ma tasse de café. La célébrité isole, et le nouveau rapport au monde qu'elle institue change le rapport à soi-même, perturbe le comportement, défait les gestes les plus habituels.

L'interrogation porte sur les conditions dans lesquelles une personne célèbre est remarquée. En costume-cravate, au fond d'un taxi, j'étais reconnu immédiatement dans les quartiers de presse et de ministères. Mais la veille du premier tour, alors que ma photographie était sur tous les panneaux, c'est un bienheureux inconnu en col roulé qui prit le métro pour aller regarder avec sa toute petite fille les perroquets et les toucans du marché des oiseaux... Notre perception des êtres dépend de leur apparence, mais aussi de la géopolitique urbaine : il y a des lieux où l'on s'attend plus ou moins consciemment à faire certaines rencontres, d'autres où les personnages publics paraissent tellement aberrants qu'ils ne peuvent y être vus.

Être candidat, c'est s'exposer enfin au verdict du suffrage universel. Ayant explicitement précisé qu'il n'y avait aucune obligation à voter pour moi, les quelques dizaines de milliers de votes qui se portèrent sur mon nom ne furent pas considérés comme une sanction. Au contraire, l'expérience ultérieure nous montra que notre modeste participation à la cérémonie du sacre démocratique nous avait donné une représentativité réelle, en même temps qu'un sens plus aigu de nos responsabilités politiques.

Bertrand RENOUVIN

FR3 18 mars 1975 – « *Tribune Libre* » de la Nouvelle Action Française

En janvier 1975, la chaîne de télévision FR3 inaugurait une nouvelle émission quotidienne « Tribune libre ». Elle donnait la parole pendant un quart d'heure, à une heure de bonne écoute, aux associations et aux mouvements politiques non représentés au Parlement. Nous donnons ici la retranscription de la première émission que nous avons faite le 18 mars 1975.

Archives sonores de la NAR, transcription par nos soins de la bande-son de la vidéo de l'émission. Les intervenants que nous n'avons pu reconnaître ont été identifiés par les lettres "X" ou "Y". Quelques notes ont été rajoutées pour faciliter la compréhension.

Bertrand Renouvin : Mesdames, Messieurs, bonsoir. Ce soir nous allons vous présenter la Nouvelle Action Française qui est un mouvement royaliste fondé il y a maintenant quatre ans.

X : Mais un royaliste à quoi ça ressemble ? A un jeune fasciste ?

Yvan Aumont : Nous, des fascistes ? Impossible. Nos deux premiers procès en diffamation nous ont été intentés par des organisations néonazies parce que nous osions dénoncer la renaissance du racisme et de l'antisémitisme. (1)

X : Alors, vous êtes des aristocrates ?

Y : Des aristocrates ? Mais tous les châteaux ont voté Giscard ! Ce que nous avons refusé de faire (2). Et ni le prince Poniatowski, ni le comte d'Ornano, ni bien sûr M. Giscard d'Estaing ne comptent parmi nos adhérents.

X : Alors, vous appartenez à la grande bourgeoisie capitaliste ?

Bertrand Renouvin : Si c'était vrai nous aurions des bureaux aux



Champs-Élysées, des voitures avec chauffeurs et un bel hebdomadaire sur papier glacé. Et puis à la télévision, nous ferions de la propagande pour les Républicains Indépendants. Mais nous n'appartenons pas à ce beau monde, et nous ne sommes pas non plus ses chiens de garde.

Yvan Aumont : En réalité, les royalistes sont comme tout le monde. La Nouvelle Action Française n'est ni un rassemblement d'adolescents fanatisés, ni un comité de vieillards nostalgiques. On y rencontre des

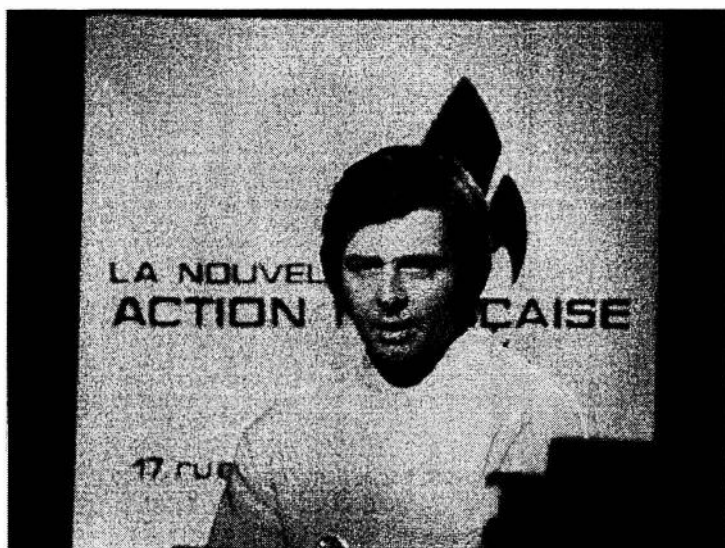
hommes et des femmes de tous âges, de toutes conditions, comme ce commerçant, cet ouvrier, ce vigneron du midi.

Y : Oui, s'ils luttent avec nous, ce n'est pas pour prendre des places ou par goût du pouvoir, car la Monarchie n'est pas un parti et encore moins le parti des royalistes. S'ils luttent avec nous c'est parce qu'ils ont le souci de l'État, c'est parce qu'ils ont le souci de la Nation, c'est parce qu'ils veulent redevenir des citoyens gérant et menant librement leurs propres affaires.

X : Mais un royaliste, comment ça vote ?

Yvan Aumont : Pas pour Giscard évidemment. Giscard, c'est le règne de l'Argent, c'est la dictature d'un clan, c'est la gestion cynique de la crise économique, c'est l'acceptation tranquille du chômage et de l'inflation. Ce sont des réformes en trompe-l'oeil qui masquent sous la désinvolture de Giscard la domination du capitalisme.

Bertrand Renouvin : Un royaliste, ça ne vote pas non plus pour M. Mitterrand (3). Bien sûr, nous ne méconnaissons pas l'immense espérance populaire qui s'est portée, au printemps dernier, sur le candidat de l'Union de la Gauche. Nous savons aussi qu'on ne fera pas le socialisme sans les socialistes et qu'on ne fera rien sans cette moitié de la France qui vote à gauche comme on dit. Mais nous n'avons pas confiance dans ces bureaucrates et ces politiciens socialistes qui trop souvent, au cours de l'histoire, ont trahi les espérances qu'on mettait en eux. Qui nous dit



♦ **Bertrand Renouvin** : Mesdames, Messieurs, bonsoir...

qu'il n'en sera pas ainsi demain ? Qui nous dit que certains d'entre eux ne rallieront pas M. Giscard d'Estaing pour devenir à leur tour d'honnêtes gérants de la société capitaliste.

Y : Et un royaliste, ça ne vote pas non plus pour M. Marchais. Mais pas pour les raisons que l'on croit. Car contrairement aux anticommunistes primaires du type Poniatsowski ou Chirac, nous pensons que les communistes sont des Français à part entière qui expriment des réalités et des revendications sociales qu'il serait scandaleux de négliger. Mais on ne vit pas mieux qu'ailleurs dans les banlieues communistes. Et à l'image de cet univers sinistre, la France que nous propose le PC serait celle de l'ordre moral, de la bureaucratie anonyme, de la centralisation autoritaire.

Yvan Aumont : C'est pourquoi les royalistes se situent au-delà de la gauche et de la droite. Ils sont contre la guerre civile, ils sont contre tous les régimes totalitaires. Ils sont contre cette guerre qui sépare, depuis deux siècles, tour à tour Communards contre Versaillais, pétainistes contre résistants, partisans et adversaires de l'Algérie Française. Contre tout ce qui déchire, nous voulons l'unité d'une France réconciliée avec elle-même dans le respect de ses diversités philosophiques et religieuses, sociales et régionales.

X : Mais quel est le programme des royalistes ?

Y : Par réalisme et par honnêteté, les royalistes ne peuvent présenter de programme. D'abord parce qu'un programme enfermerait la Monarchie dans un cadre rigide qui n'est pas le sien (4). Ensuite, parce que ce serait un acte gratuit d'un mouvement comme la

Nouvelle Action Française qui ne sera jamais un parti de gouvernement. Aussi ne présentons nous pas de programme, mais avons nous des soucis et un projet.

Bertrand Renouvin : Quel projet ? Celui de libérer la Nation menacée et déjà asservie par l'impérialisme américain, là est le véritable danger. Souvenez-vous et regardez autour de vous. Grèce, sept ans de dictature militaire assurée par Papadopoulos, agent de la CIA depuis 1952, des tortures, des camps de concentration et la domination économique et militaire des États-Unis sur le pays tout entier. Chili, 1973, avec la complicité de la CIA et d'ITT, Pinochet prend le pouvoir, tortures, camps de concentration, assassinats massifs, une autre victoire de l'impérialisme américain. Chypre, 1974, la tentative d'assassinat du président Makarios débouche sur la guerre entre Chypriotes, des milliers de morts et de réfugiés, mais les Américains sont aujourd'hui installés sur la base britannique de l'île.

Quant à la France, son indépendance est menacée et aliénée sur le plan économique et sur le plan culturel. Regardez autour de vous. Des sociétés américaines règnent sur des secteurs essentiels. Et ce n'est pas fini, en retournant à leur profit la crise du pétrole, les Américains veu-

lent réduire à leur merci les pays européens. Écoutez aussi les radios et lisez les publicités, la langue américaine se répand partout, en même temps que la sous-culture américaine et le mode de vie américain. Demain, nous ne serons plus qu'une province américaine administrée par les fondés de pouvoir de Washington et de Wall Street.

Yvan Aumont : C'est maintenant qu'il faut réagir. Car la France peut exister malgré la pression des grandes puissances et elle peut jouer un rôle essentiel au service de la paix et de l'amitié entre les peuples qui luttent contre l'impérialisme. Mais nous avons les moyens de notre indépendance technique, économique, militaire. Il ne nous manque que la volonté politique, mais elle peut renaître un jour.

Bertrand Renouvin : Notre société malgré tous les progrès matériels qu'elle a accompli appelle une révolution en profondeur. La gauche le proclame sans avoir les moyens de la réaliser. Quant à la droite, elle ne veut rien changer sauf les apparences ou bien ce qui ne remet pas en cause sa domination.

Yvan Aumont : Car ne vous laissez pas tromper par les promesses et les réalisations en trompe-l'oeil. Ainsi, la libéralisation de l'avortement qui permet de faire l'économie d'une politique de la famille. Ainsi, la loi sur le divorce qui permet de faire l'économie d'une politique de la justice. Ces réformes sont à l'image de la caste décadente et jouisseuse que Giscard représente et surtout elles ne remettent pas en cause son pouvoir.

Y : Bien sûr, rien n'est jamais définitif car les Français finissent toujours par se révolter au nom de la Justice et de la dignité. Comme en 1936, contre un capitalisme libéral en pleine crise, comme en 1968, contre la religion d'un progrès uniquement matériel et contre une civilisation trop mécanisée. Faut-il oublier qu'il s'agissait de révoltes pour la liberté contre un système économique oppressif, contre une existence broyée par les

mécanismes de la société technocratique ? Faut-il oublier qu'il s'agissait de révoltes de solidarité à l'égard des plus défavorisés, qu'il s'agisse des OS, des vieillards ou des travailleurs immigrés ? Faut-il oublier qu'il s'agissait de révoltes pour plus de responsabilités dans un monde qui tend à faire une machine du citoyen, du producteur, du consommateur ? Les révoltes sont légitimes. Encore faut-il qu'elles ne s'égarent pas dans les schémas idéologiques ou dans la bureaucratie. Et c'est alors toute la question du pouvoir politique qui se trouve posée.

Yvan Aumont : Ces images-là ne sont pas choisies par volonté systématique d'irrespect ou par goût du scandale. Mais nous n'avons pas à respecter M. Giscard d'Estaing qui ne respecte pas sa fonction et accomplit sa mission avec la désinvolture d'un grand bourgeois blasé. Et nous n'avons pas à respecter le prince Poniatsowski qui représente au pouvoir l'extrême-droite des complots et des attentats.

Y : Plus que jamais l'État est l'instrument de profiteurs et d'affairistes en tout genre. Plus que jamais le pouvoir politique est aux mains de partis qui se jalourent avant de s'entredéchirer. Plus que jamais les hautes fonctions politiques sont confiées à des dilettantes ou à des incapables. Ne les laissez pas faire ! Ne vous laissez pas faire ! Mais il ne suffit pas de changer de visage ou d'étiquette car ce serait s'abandonner à de nouveaux partis, à de nouveaux clans, à de nouveaux intérêts.

Bertrand Renouvin : Et c'est pour quoi nous sommes royalistes. La Monarchie, c'est l'unité grâce à l'indépendance d'un roi qui le place nécessairement au-dessus des partis, au-dessus des idéologies et au-dessus des intérêts. Et la Monarchie, c'est la Justice. L'indépendance du roi faisant de celui-ci un arbitre spontané au-dessus des intérêts particuliers. La Monarchie, c'est la liberté, car la liberté de l'État est la première condition de toute liberté aussi bien locale que professionnelle, intellectuelle

qu'individuelle. Rétablir cette liberté par l'indépendance du pouvoir, telle est la première révolution à accomplir. Cette révolution, elle sera royaliste ou elle ne sera rien, car elle est la condition de toutes les autres. Et ce sera une révolution à visage humain, car le roi est la seule personne qui puisse considérer la politique comme un souci (5), et non comme le champ de son ambition personnelle.

Y : Pour conclure, nous voudrions dire quelques mots sur la Nouvelle Action Française en précisant trois points. D'abord, la Nouvelle Action Française n'est pas le mouvement du comte de Paris et ceci parce que le comte de Paris, symbole de l'unité dont il sera le ciment, ne saurait être lié à une quelconque organisation ou famille politique. Ensuite, la Nouvelle Action Française n'est pas une secte d'initiés, mais au contraire une communauté militante ou la profondeur de l'engagement n'exclut pas l'ouverture d'esprit vis-à-vis des autres courants politiques ou philosophiques. Enfin, la Nouvelle Action Française a pour objectif la création d'un état d'esprit, d'un consensus qui permettra de faciliter la solution politique qui rendra à l'État son indépendance et lui rendra les moyens de sa continuité.

Yvan Aumont : Par quels moyens réaliser cet objectif ? Par un hebdomadaire – *la Nouvelle Action Française* – fondé il y a maintenant quatre ans qui chaque semaine analyse l'actualité politique, économique et sociale, et poursuit sa réflexion fondamentale sur les problèmes généraux de notre société. Faute d'argent, la *Nouvelle Action Française* n'est pas vendue en kiosque. Mais vous pourrez vous en procurer un spécimen gratuit en nous écrivant. Nous publions également d'autres livres. Trois titres sont actuellement à votre disposition, vous pourrez vous les procurer en écrivant à nos bureaux. Tout d'abord, *"Le projet royaliste"* (6) de Bertrand Renouvin qui expose les idées essentielles de la Nouvelle Action Française. Ensuite, *"Un autre Maurras"* (7) de Gérard Leclerc qui se livre à une analyse approfondie de

la pensée du grand philosophe royaliste. D'autre part, les éditions Stock viennent de publier un nouveau livre de Bertrand Renouvin *"Le désordre établi"* (8) qui situe la Nouvelle Action Française par rapport aux grandes familles politiques et intellectuelles. Enfin, notre ami Philippe Vimeux publiera dans quelques jours un ouvrage consacré à la pensée et à l'action du comte de Paris. (9)

Bertrand Renouvin : Voilà, nous allons maintenant nous quitter, mais vous avez maintenant la possibilité de nous écrire et de prendre une connaissance plus approfondie de nos idées. Bien sûr, pendant ce quart d'heure, nous n'avions pas la prétention de vous convaincre. Simplement, nous avons voulu vous adresser une lettre en images. Le dialogue est désormais engagé et c'est à vous de le poursuivre.

■

(1) Il s'agissait d'une part du procès que nous avait intenté Alain de Benoist suite à la campagne que nous menions contre *Nouvelle École* (la Nouvelle droite) et d'autre part de celui fait par Pierre Clementi, animateur d'un groupuscule nazifiant *Le Combat européen* que nous avions qualifié d'« Allemand de langue française ».

(2) Entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1974, où Bertrand Renouvin avait été candidat, les sollicitations – parfois accompagnées d'offres financières... – pour nous inciter à faire voter Giscard au second tour avaient été nombreuses.

(3) Il en sera autrement en 1981... mais ceci est une autre histoire.

(4) Dans une lettre du 28 mars 1974, le comte de Paris écrivait à Bertrand Renouvin : « *S'il ne convient pas au chef de la Maison de France d'être le « définisseur » de la Monarchie, il se doit plus encore de n'accepter de quiconque une Monarchie toute faite, une sorte de prêt à porter qu'il lui faudrait coûte que coûte endosser.* »

(5) L'allusion au livre de Pierre Boutang « *La politique, la politique considérée comme souci* », Paris, Éd. Jean Froissart, 1948, nous semble évidente.

(6) « *Le projet royaliste* », Éd. Royaliste, 1974 – prix franco : 9 €.

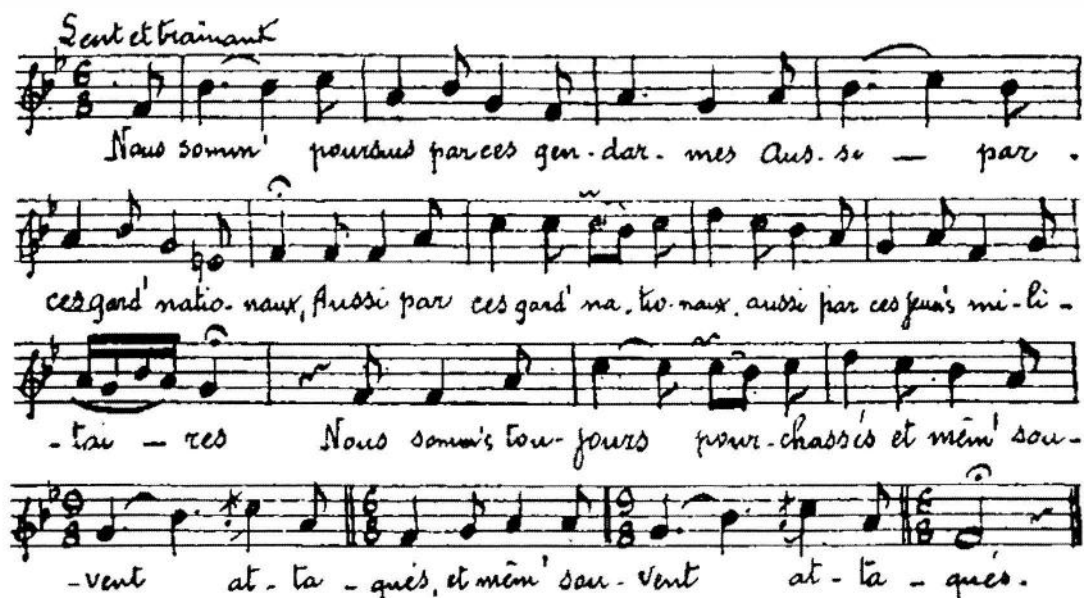
(7) « *Un autre Maurras* », Éd. Royaliste, 1974 – prix franco : 11 €.

(8) « *Le désordre établi* », Éd. Stock, 1975 – prix franco : 9 €.

(9) « *Le comte de Paris ou la passion du présent* », Éd. Royaliste, 1975 – prix franco : 12 €.

La chanson comme élément de l'histoire du royalisme

Chanson du Bas Poitou (1793)



I

IV

Nous sommes poursuivis par ces gendarmes
Aussi par ces gard' nationaux (bis)
Aussi par ces jeunes militaires
Nous somm' toujours pourchassés
Et même souvent attaqués. (bis)

II

S'rons nous toujours dans la misère
N'aurons nous donc jamais de joie ?
S'rons nous toujours parmi ces bois,
S'rons nous toujours parmi ces landes ?
S'rons nous toujours parmi ces bois
N'aurons nous donc jamais de joie ? (bis)

III

Nous les mettrons hors de ces villes
Nous les enverrons promener
Avec leur drapeau pigacé,
Nous les mettrons hors de ces villes
Avec leur drapeau pigacé
Nous les enverrons promener. (bis)

Qui a composé la chansonnette ?
Ce sont fort bien de bons enfants ;
Ce sont les chouans s'y promenant
Mais tout le long de la rivière
Ce sont les chouans s'y promenant
Tout le long de ces bois charmants. (bis)

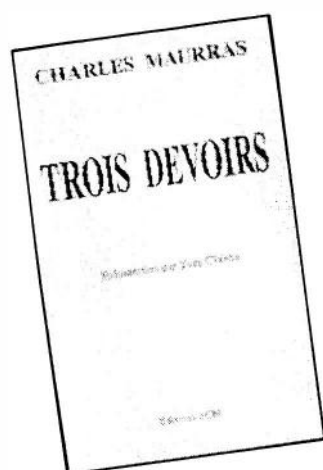
La Chanson du Bas Poitou est un des rares chants royalistes datant réellement de la période révolutionnaire. La plupart des autres datent du XIX^e siècle.

L'adjectif pigacé dont il est question au sujet du drapeau est un mot du vieux parler poitevin (écrit parfois pigassai ou pigeassé) et signifie panaché ou bariolé à l'inverse du drapeau blanc des chouans.

Un évènement dans la chanson royaliste

**Parution en CD d'une nouvelle
interprétation du "Vive Henri IV"**

Le CD, accompagné d'une brochure écrite par François-Marín Fleutot, retraçant l'histoire de cette chanson populaire : 21 €
(frais de port inclus)



Charles Maurras et le comte de Paris

Rédigé en 1948 alors que Maurras était en prison, *Trois devoirs* est une étude critique du livre *Entre Français* que venait de publier le comte de Paris. Il éclaire d'une manière remarquable les rapports complexes entre le maître de l'Action française et le chef de la Maison de France.

C'est donc un inédit de Charles Maurras (1) qu'a publié Yves Chiron aux éditions BCM, un inédit que David Foubert a évoqué dans son article du précédent *Lys Rouge* sur *Le Prince de tous les possibles* (2). Yves Chiron est loin d'être un inconnu des milieux maurrassiens : journaliste à *L'Action française* 2000, il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont une biographie du maître de l'Action française (3).

Il est en outre l'éditeur d'un *Bulletin Charles Maurras* - d'où les éditions du même nom : BCM. Publication qui n'est pas sans intérêt pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la pensée maurrassienne. Au fil des numéros, ce sont, parfois inégales mais le plus souvent fort intéressantes, des contributions portant sur tel ou tel aspect de la personne ou de la pensée de Maurras. Le *Bulletin* publie également des documents inédits. On lui doit notamment une remarquable édition de *La Merveille du monde*, premier texte philosophique - resté inédit - de Charles Maurras jeune homme, écrit en 1891, établie, annotée et commentée par Jean-Marc Joubert (4). Il s'agit d'un texte aussi passionnant que difficile. On sait le cas qu'en fit Pierre Boutang dans son *Maurras* (5). Le texte est désormais accessible au public.

C'est d'un autre inédit qu'il s'agit ici, non pas du jeune homme Maurras, mais du vieux maître emprisonné à Clairvaux, en 1948, condamné à la prison perpétuelle pour intelligence avec l'ennemi, après avoir soutenu non pas tant le régime de Vichy, dont il se méfiait du caractère hétérogène et incertain, que la

politique à ses yeux de la « France seule » du seul Maréchal Pétain. Cet inédit, présenté très clairement par Yves Chiron, est parvenu à notre éditeur grâce à la générosité d'un lecteur fidèle qui le tient - directement ou indirectement - de Xavier Vallat, compagnon temporaire de cellule de Maurras.

Le texte porte en titre *Trois devoirs* et traite des prises de position du comte de Paris au lendemain de la Libération. Ces trois devoirs ne sont pas ceux du Prince : ce serait faire un contresens absolu à la fois sur la nature du respect que Maurras a envers le prétendant au trône de France et la profondeur de sa fidélité. On sait combien aux heures tragiques pour l'Action française de sa condamnation par la famille royale en 1937, Maurras interdit toute marque de réprobation envers le prétendant d'alors - Jean III - et le dauphin, le futur comte de Paris, comme contraire non seulement à l'éthique royaliste, mais au sens même du combat mené. En 1947, lorsque par diverses publications, que Philippe Vimeux a étudiées dans son livre, *Le comte de Paris ou la passion du présent* (6), ce dernier s'éloigne davantage encore des enseignements du maître de l'Action française, notamment dans deux textes capitaux : *Entre Français* et une circulaire intitulée *Constitution*, il s'agit pour Maurras d'établir quels sont les devoirs des royalistes vis-à-vis d'un prince qui, à ses yeux, paraît tourner le dos non seulement à une doctrine - la sienne, ce qu'il avait déjà fait en 1937 - mais à ce qui semble pour Maurras la tradition royale elle-même. C'est ainsi que l'on doit comprendre ce que Maurras écrit en introduction de son

étude : « ... si l'on fait une somme des idées contenues dans ces documents qui nous arrivent presque ensemble, on a l'impression d'une incontestable nouveauté » : en latin, la nouveauté, *res novæ*, c'est la révolution dévastatrice, le bouleversement radical. Ici, Maurras parle latin.

Son exercice dialectique est d'une extrême difficulté - il écrit lui-même que la difficulté redoublée exaltera notre courage d'un beau désespoir cornélien - si l'on veut bien considérer qu'un régime dont la valeur est dans l'incarnation de son principe - le Prince - doit demeurer crédible lors même que le Prince renie - apparemment - les principes qui le font être ce qu'il est et semble fonder une doctrine royale qui sape les fondements mêmes de ces principes. La monarchie est-elle soluble dans le Prince ? Mais alors, la légitimité n'a plus de sens. Le Prince est-il soluble dans une somme de principes intangibles et figés ? La monar-

(1) Charles Maurras « *Trois Devoirs* », présentation de Yves Chiron, Éd. BCM, Niherne, 2001, prix franco : 12 €.

(2) *Lys rouge* n° 51, 3^e trimestre 2003 - prix franco : 5,40 €.

(3) « *La vie de Maurras* », 1^{re} édition chez Perrin, 1991, réédité chez Godefroy de Bouillon, 1999.

(4) *Bulletin Charles Maurras*, n° 18, avril-juin 2003 (16, rue du Berry, 36250 Niherne).

(5) « *Maurras* », Éd. de la Différence, 1993. 1^{re} édition chez Plon, 1984.

(6) Toujours disponible à nos bureaux. Il est le seul ouvrage qui fasse le point sur la pensée du comte de Paris dans la période précédant la naissance de la Nouvelle Action française. Prix franco : 12 €.

chie ne s'incarne plus au gré de l'histoire, sauvegardant l'essentiel pour que ce dernier féconde toujours le temps de la cité. Que faire pour qu'en dépit des contradictions apparentes le roi reste cette « réalité effective », cette « personne », dont parlait Boutang, qui incarne une légitimité, forme d'une autorité dont la matière est le consentement ?

Tous les termes de la problématique de Maurras dans ce court texte sont ainsi posés, et même au-delà, dans le sens où le texte de Maurras pose une question d'ordre métapolitique, c'est-à-dire dépassant la valeur même des reproches que Maurras ne fait pas au prétendant, roi en devenir, mais aux positions qu'il défend. Le roi a-t-il toujours raison d'être ce qu'il est ? La question se pose, Maurras le sait. Il ne pourra qu'y répondre sans répondre à cela, à la fin du texte, poussé - mais qui : Maurras ou le Prince ? - dans ses derniers retranchements. Quel sens donner alors non tant à toute fidélité ? On ne peut en effet opposer au roi l'attitude que Maurras adopta envers le Maréchal dans un texte profondément étonnant et qui était certes fait, à l'époque pour tonner au-dessus de la tête de ceux qui prétendaient servir le Maréchal en

le « dépassant » - texte tiré de *La Seule France*, mais éditorial de l'*Action française* : « je n'approuve ni ne désapprouve la politique de collaboration. C'est la politique du Maréchal, il est seul juge de la situation. » Apparemment le Maréchal n'occupait-il pas, dans la pensée de Maurras, la place du roi, lieutenant d'un royaume en perdition ? Mais tout le Maréchal, comme bouclier supposé des Français était contenu dans cette politique-là. Le roi dépasse l'événement : il est l'homme de l'histoire, non l'homme providentiel de l'événement. Dès lors, le roi - et non sa politique, qu'il transcende - réclame un consentement du peuple qui est d'une autre teneur que la neutralité - neutre : ni l'un ni l'autre - que semblait exiger aux yeux de Maurras la politique de Pétain.

Avec le roi, c'est dès l'origine autre chose, et c'est parce que c'est autre

chose, que la neutralité doit céder la place à des devoirs, c'est-à-dire à une action politique, mais dans l'exacte mesure où il s'agit de combler une attente - précédant le consentement. La dialectique de Maurras tient toute dans une opposition : celle du prétendant et du roi. Alors même que le prétendant est roi en ce que l'on n'a pas à juger de ses raisons, - « *Cela ne pourra rien changer à notre profond respect pour sa personne, son titre, sa qualité, ses droits; tout sera intact...* » - il n'est que prétendant en ce qu'il n'est pas là, que le trône est vide, que l'action n'est donc pas conduite par lui, et qu'en conséquence une régence est à assumer : « *...mais notre farouche résolution de militer du bon côté de la France est également immuable.* »

La nouveauté, par rapport à une régence que l'*Action française* s'honorait de remplir aussi bien qu'elle le pouvait quasiment depuis sa fondation, tenait en ce qu'il ne s'agissait plus de défendre l'héritage en l'absence de l'héritier, mais contre l'héritier. Même 1937 n'avait pas eu, aux yeux de Maurras, ce trait radicalement nouveau : le Prince avait fait preuve

d'indépendance, cela avait eu au moins le mérite de révéler son caractère. Un jeune prince se devait d'avoir des idées neuves, et de montrer son impatience à aboutir, quitte à se montrer injuste envers de vieux serviteurs qui avaient loyalement servi la cause depuis quarante ans ou presque. Dix ans plus tard, en 1947, il s'agissait de tout autre chose : le prétendant à la fois se rangeait parmi les chauds partisans d'un parlementarisme qu'il brocardait encore quelques années plus tôt et se faisait le chantre

d'un fédéralisme européen qui signifiait la dissolution même de l'héritage ! « *Les raisons du Prince n'appartiennent qu'à Lui*, écrit Maurras. *Son bon plaisir, au grand sens historique, qui n'est pas celui des imbéciles, suffit à notre information. Le fait est bien ce que nous disons. Le Prince juge nécessaire de renverser la vapeur. La politique de « résistance » et d'« opposition », propre à ses quatre*

prédécesseurs, a cessé d'être sa politique : il oriente son « mouvement » dans le sens même qui était naguère combattu. » On pourrait opposer que la tradition antiparlementaire des prétendants, certes réelle, avait été d'autant plus vive que, depuis Philippe VIII, l'*Action française* parlait pour les princes. Mais l'argument serait secondaire et malhonnête : les princes avaient jugé bon - jusqu'en 1937 - d'agir ainsi et sans que leurs raisons appartenissent à d'autre qu'à eux ! Plus grave pour Maurras : cette doctrine parlementaire « *est aggravée de modifications en politique extérieure, qui sont plus nouvelles encore : même en 1830, le roi Juillet s'était gardé comme du feu des idées européennes du parti qui l'avait élevé au pouvoir, il avait rompu avec elles dès le premier jour.* »

Et de conclure sans plus d'explications - puisqu'elles tiennent toutes dans la situation de prétendant du Prince : « *De cette nouveauté bien constatée, découlent pour nous - royalistes - trois devoirs.* »

Quels sont ces trois devoirs ?

Le premier, est en quelque sorte substantiel au fait d'être royaliste et se dédouble en deux devoirs corrélatifs :

- 1) le devoir du plus profond respect ;
- 2) le devoir d'une intelligence entière.

Le deuxième devoir est d'ordre non plus ontologique, mais éthique et civique :

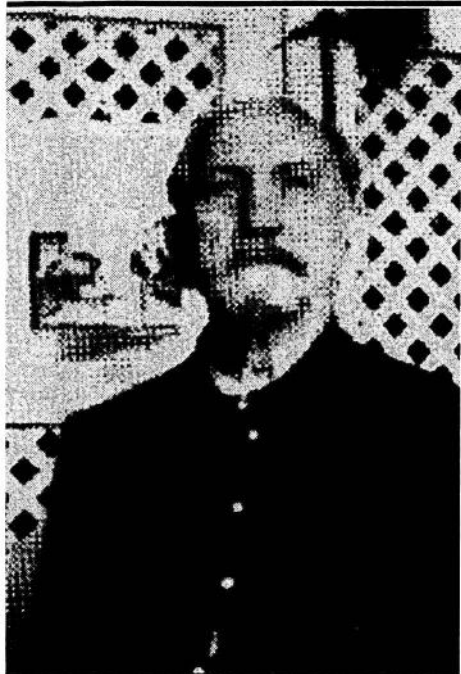
- second devoir de conscience personnelle et civique, nous ne pouvons dissimuler au Prince ce que nous pensons du chemin qu'il prend.

Le troisième devoir est d'ordre politique; c'est aussi, selon les propres termes de Maurras, le plus ingrat de tous. Il s'agit de cette défense de l'héritage non plus seulement en l'absence de l'héritier, mais contre l'héritier :

« *Du moment que le Prince dans la plénitude des pouvoirs qu'il possède, a jugé bon de vider sa magistrature, appelée Prétendance, d'un certain contenu d'idées qu'elle enveloppait, et d'en supprimer cette fonction de défense morale de la nation que, jusqu'ici, le Prétendant exerçait pour la protection de la terre que ses pères ont réunie, il faut pourtant que la défense qui n'est plus tenue par lui, le soit par nos citoyens restés nationalistes. Ils y sont rigoureusement obligés.* »



♦ « *Entre Français* », paru en 1947 dans l'immédiat après-guerre marque une rupture radicale du Prince avec les théories maurrassiennes.



♦ Le vieux prisonnier ...

Rappelons pour resituer le terme de « nationalistes » là où on l'attendrait « royalistes », que Maurras définissait la monarchie comme le « nationalisme intégral », c'est-à-dire le régime politique qui, garantissant par raison d'être l'intérêt national autant qu'il est possible, en quelque sorte abolit en l'incarnant l'exigence nationaliste de défense primordiale - dans l'ordre politique - de l'intérêt général de la nation. Cette exigence est ici rappelée d'autant plus fortement que le comte de Paris - ce qui est le plus grave aux yeux de Maurras - paraît s'orienter vers le fédéralisme européen. Ontologie, éthique et politique : les grandes catégories aristotéliennes sont ici respectées.

Reprenons ces trois devoirs, dans l'ordre dans lequel ils se présentent et chacun dans son ordre.

Le rappel, comme premier devoir des royalistes, de l'attitude fondamentale que tout royaliste doit garder et sauvegarder envers son prince est au fondement même de l'engagement : le Prince n'a pas à rendre raison, devant quel *superanus*, quel souverain, lui qui est le souverain ? ... exception faite peut-être de la raison elle-même : l'attitude du Prince doit être comprise, car elle est par définition intelligente - le seul roi à s'être rendu indigne de régner ne l'a-t-il pas été par folie ? Aussi, le devoir de compréhension incombe-t-il au royaliste : rappelant 1937 et sa réaction : « Eh ! bien quoi ! le Prince veut régner, et il a bien raison ! », Maurras attribue la nouveauté du Prince à une hâte précieuse de régner plutôt encourageante. En clair, il ne s'agirait pas

tant de doctrine que de stratégie - voire de simple tactique. Après tout, n'est-ce pas l'*Action française* qui proclamait elle-même par tous les moyens, même légaux ? Le désir qu'a le Prince de régner n'est plus discutable. Ainsi ce double devoir de respect et d'intelligence du Prince se métamorphose en un nouveau devoir : celui de propager « *de toutes nos forces la vérité devenue palpable : elle servira.* » Mais c'est également la vérité du Prince qui est pour Maurras celle à moindre frais. Si, comme il avait paru le penser en 1937, la nouveauté pouvait se réduire à une question de tactique, de méthode, et non de doctrine royale, l'essentiel serait préservé. Mais la suite montre que Maurras ne se fait aucune illusion ; aussi est-il plus exact de dire que c'est, de la nouveauté du Prince, la seule vérité positive qui puisse être tirée et propagée, dont on puisse tirer argument auprès des Français pour continuer à royaliser le pays. Tirer quelque bien du mal, tel est l'enseignement que suit Maurras dans l'exposé de ce premier devoir.

Le deuxième, comme le troisième, naissent également de la nécessité même de la prétendance. Le Prince, souverain en dignité mais roi en puissance, ne peut pas faire qu'il ne soit présentement absent d'un trône auquel la nouveauté même de sa prétendance révèle comme il aspire. Un devoir de remontrance s'impose aux futurs sujets ou plus exactement à ceux qui sont consciemment en attente de le devenir. Ou, comme autrefois la pucelle rassura sur la vérité de son origine le gentil dauphin - en l'occurrence roi en puissance aux yeux de Jeanne parce que non encore sacré : on sait la dimension politique que Maurras attribuera à la démarche de Jeanne - et du coup raffermir sa volonté de régner, de même, il est du devoir des royalistes, non pas de raffermir une volonté de régner qui précisément se fait jour, mais de la ramener sur la voie d'une tradition royale dont elle s'écarte. Pour le coup, il appartient aux royalistes d'avoir - sans risque d'hérésie, au gré de Bossuet - une opinion - vraie - , mais précisément parce que c'est le prétendant qui en soutient une d'hérétique. Pas de neutralité en l'occurrence : la situation de prétendance et l'enjeu : la tradition royale elle-même, s'y opposent. Après le respect et l'intelligence, la franchise civique. Le chemin que prend le Prince « *ne le conduira certainement pas où il croit. Nous en avons la certitude, nous serions coupables de la déguiser. Ce chemin ne mène à rien.* » Sinon aux malheurs déjà connus et que Maurras - Yves Chiron a raison d'opposer les méthodologies du Prince et



♦ ...face au jeune Prince.

de Maurras - rappelle en suivant les leçons de l'empirisme organisateur. La démocratie plébiscitaire, à laquelle Maurras ramène historiquement - et réduit donc - le projet du comte de Paris conduit par deux fois à la chute la France : c'est une nécessité d'ordre structurel, à partir du moment où l'opinion gouverne, qui a pour corollaire la recherche de la popularité. Certes, - Maurras pense à Louis-Philippe qui s'écartera de la politique aventureuse souhaitée par ceux qui l'avaient mis sur le trône et dans laquelle plongera Napoléon III, ainsi qu'à son fils aîné, s'il avait régné, tenté par sa jeunesse de suivre une autre voie que celle de son père : « *L'héritier de Saint Louis connaît un sens royal des besoins de la France. S'il ne se trouve plus devant un système, mais en présence d'un fait concret et vivant, il a l'instinct direct et comme physique de ce qui peut la ruiner et de ce qui peut la relever. Je le crois.* » Car - Maurras examine toutes les possibilités offertes pour expliquer le phénomène d'une telle nouveauté - ne serait-ce là « *qu'une boutade de jeune homme ? Ou encore, comme tant de Dauphins, comme Louis XI à Charles VII* », le fils aîné de Louis-Philippe « *ne faisait-il de l'opposition à monsieur son père* », mais plus sûrement le comte de Paris ne fait-il de l'opposition à la tradition royale « *que pour mieux se tenir. une fois sur le trône, à la ligne des rassembleurs de la terre et de la patrie ?* » Cependant... « *on peut s'abstenir du mauvais chemin, mais non du coupe-gorge, une fois qu'on y est entré* » car « *nul n'est maître de son passé, souvent il nous*

Mais là encore, c'est en deuxième temps que Maurras précise ce qu'il entend par les Français. La volonté d'amener les Français à concevoir la monarchie comme solution de rechange à une République parlementaire défaillante et de royaliser le pays, s'était toujours entendue de l'élite, une élite que l'*Action française* avait pour rôle historique de former et à laquelle, dès lors, par sa nouveauté, le comte de Paris faisait désormais défaut : « *C'est l'inconnu, c'est le contraire du déjà vu qui éveillera l'imagination des élites (elles mènent le reste)* [nous soulignons] *et qui les précipitera à l'action.* » La monarchie, couronnant une démocratie coûteuse et inefficace ne représenterait-elle pas un immense gâchis, « *une perspective de République empirée* » ? Maurras espère en une nouvelle élite, mais il n'ignore pas que l'*Action française* n'existe plus et que l'élite, qui se lève, issue de la Résistance, et même si les royalistes en furent une composante essentielle, ne pense plus se-

lon les schémas maurrassiens. Boutang le percevra et ne restera en France qu'à l'invite d'un Maurras dont il aurait trahi les leçons en partant, puisque tout aussi bien, le désespoir en politique est une sottise absolue, à moins que ce ne fût malgré tout. Mais en 1947, l'idée royale part nécessairement de plus loin qu'en 1899, et non pas tant parce que l'*Action française* aurait en quelque sorte compromis le royalisme par son soutien au Maréchal Pétain, que parce que la résistance à l'occupant allemand, fondamentalement - alors que ce n'était qu'une idée annexe de 1914 à 1918, mais déjà plus à partir de 1919 - s'est nourrie du mythe, au sens sorélien du terme, de la croisade des démocraties contre la tyrannie. Bernanos éclaire définitivement là-dessus. Maurras est lucide : comparant la situation de la France aux vieilles monarchies « démocratiques » européennes, qu'à son avis, le comte de Paris a en tête comme modèle de sa nouveauté : « *c'est oublier*, écrit-il, *que ces régimes d'accommode-*

ments sont le produit d'une longue histoire dont la force tient à l'énorme capital consolidé des traditions antérieures : les vieilles dynasties installées peuvent compter sur des appuis séculaires qui, en France, doivent d'abord, **être recréés** [nous soulignons de nouveau]. Nous sommes devant un pays en ruines où tout est à refaire sur trois fondements, pas un de plus : 1) l'ardente volonté de vivre de la nation ; 2) la raison et la tradition de la royauté française ; 3) l'expérience de nos douleurs. »

Or, de ce capital-or, Maurras vient de préciser que le deuxième élément est à recréer - ce qui n'était pas encore le cas en 1899, l'*Action française* ayant eu précisément pour objectif que cela n'advînt pas -, quant au troisième, nous venons de le voir, l'élite issue de la guerre, celle-là seule qui peut tirer des leçons de l'expérience de la guerre est ou communiste ou démo-chrétienne ou gaulliste - dernier choix qui ne signifie pas encore une posi-



SUPPLÉMENT AU BULLETIN MENSUEL D'INFORMATION N° 51 DU
BUREAU POLITIQUE DE MGR LE COMTE DE PARIS

L'acte d'abdication de la France

par HENRI, Comte de Paris

J'estime que la Communauté Européenne de Défense, C.E.D., ne devrait pas être ratifiée dans l'état actuel du texte pour cinq séries de raisons, dont chacune suffirait à justifier un refus.

Le premier maillon de la chaîne des abdications a été forgé dans l'enthousiasme des foules qui saluèrent Munich, le second se concrétisait dans le soulagement de l'opinion durant l'été 1940, le troisième maillon, le maillon terminal, sortira-t-il, dans quelques semaines ou dans quelques mois, du creuset de la C.E.D. ?

« Chœur de la compétence militaire de ce der-
« nier. »
« En temps de guerre le commandant su-
« sa souveraineté en matière de Défense nationale. Il est plus difficile d'admettre que la
« France accepte une situation discriminatoire

- Dès 1952, le Prince s'oppose avec force au projet de Communauté européenne de défense (C.E.D.).

tion clairement politique avant la création du RPF.

C'est semble-t-il ce qu'a compris le comte de Paris, et avec lui... Maurras ! Mais ce qui représente une impasse pour ce dernier, est à tenter pour le premier, avec plus ou moins de conviction.

Le troisième devoir, « *le plus ingrat de tous* », tient à la politique européenne du Prince. Selon Yves Chiron, « *il semble que le comte de Paris soit revenu, sur la fin de sa vie, de ses rêves de fédéralisme européen* » (note 16 p. 21). Tant est qu'il ne les ait jamais vraiment partagés, la note d'Yves Chiron ne reflète pas la réalité, lorsque l'on sait que, dès 1952, il s'opposa fermement au projet de Communauté européenne de Défense (CED) et que l'on se rappelle qu'il appela à voter contre le traité de Maëstricht, avant de refuser la perspective de l'euro et d'en appeler, effectivement, à une Europe des nations.

Mais revenons-en au texte même de Maurras : la perspective historique, fondamentalement de l'empirisme organisateur, est de nouveau sollicitée pour cette dernière « très grande nouveauté » : une double perspective, celle des prétendants, tout d'abord, celle des rois ensuite, pour montrer en quoi celle-là est héritière de celle-ci, ce qui fonde le double irrespect du Prince, au sens propre, c'est-à-dire ce refus de considérer en retour la double leçon de ses ancêtres. La première, la plus proche, est que « nos Rois en exil » n'ont jamais manqué, tout en revendiquant leur titre royal, de tenir « une magistrature de défense et de résistance » d'une nation forgée par mille ans de « travaux paternels ». Maurras fait ici référence aux lettres, injonctions et conseils que les prétendants ne se sont pas fait faute de donner sur la politique extérieure et intérieure de la République. « *Cette position est donc renversée. Elle est même détruite; il n'est plus dans la pensée de Monseigneur de donner au pays aucune direction ni recommandation qui doive appartenir à ce genre « réactionnaire » (...) Le voilà connu et classé, ainsi qu'il l'a déclaré, comme « démocrate » et « fédéraliste », ce dernier terme étant le corollaire du premier, et pris très logiquement dans le sens de la démocratie extérieure ou fédéraliste universelle par la voie des succédanés nouveaux de la SDN...* »

La leçon la plus lointaine, fondatrice de la première, intervient aussitôt : une telle nouveauté ne peut qu'apparaître comme telle puisque « *de Hugues Capet à Louis-Philippe, les rois des Français (c'était*

leur nom officiel au X^e siècle) n'ont jamais tendu qu'à être les fédérateurs des peuples des Gaules ». À cette simple phrase, on ne peut qu'admirer tout l'art dialectique de Maurras - l'empirisme organisateur en action, si l'on pût dire - qui fait mouche deux fois : le comte de Paris renvoyé dans le titre même de son aïeul « roi des Français », au « *rex francorum* » des premiers Capétiens, ce qui relativise la nouveauté alors apparue comme telle du roi bourgeois : pas si nouveau que cela donc - au sens de la nouveauté révolutionnaire - que ce Louis-Philippe qui ne fit que reprendre le premier nom des Capétiens et, on l'a vu, poursuit leur politique millénaire contre ses partisans même. Le comte de Paris ne saurait donc se réclamer de ses ancêtres Orléans pour prétendre légitimer une nouveauté, quant à elle, bien réelle. Deuxième argument : nos rois étaient bien fédéralistes, comme

« Si l'on veut faire confiance à l'homme, à l'électeur, au citoyen, il faut se satisfaire du système représentatif. Si on ne lui fait pas confiance, il faut admettre de payer le prix de la tyrannie. »

Henri, comte de Paris (*Entre Français*)

le comte de Paris, mais des peuples des Gaules et non d'une Europe idéologique que peu après Maurras - il précisera ses idées dans *Votre Bel Aujourd'hui* - établira comme une construction artificielle destinée à faire le jeu des ambitions jumelles de l'Allemagne et des États-Unis, sans apporter pour autant la paix au continent - le comte de Paris ne pensera guère différemment - et Maurras de parler de ces guerres, « *petites ou grandes, qui font corps avec le régime* » et « *portent le nom technique d'« expéditions punitives » : le plus souvent, elles consistent à ramener les fédérés dans le giron fédératif* » ou à l'y rapprocher selon certains critères : en Yougoslavie, il y a peu, on parla d'« *ingérence humanitaire* » et on décida de punir par une guerre morale tout un peuple...

Nous ne commenterons pas les longs rappels historiques qu'à son habitude Maurras prodigue pour appuyer sa critique. La conclusion n'est pas sans pathétique si l'on veut bien considérer qu'il assiste à l'effondrement de toute une vie de lutte : « *Mais comment le bienfait de cette indépendance supérieure des rois de France s'est-il appelé dans l'histoire ? L'opinion universelle est ici bien d'accord : ce fut la liberté du monde... Pendant mille ans, cette royauté défendit l'univers contre tous les tyrans. Va-t-on le leur livrer ? Et qui ? Oui, qui, Monseigneur ? C'est un bien amer paradoxe.* »

« *Respect plein d'effroi* » mais « *respect total* », le prince, répète inlassablement Maurras, « *est le maître de sa politique personnelle* » et « *nulle opposition royaliste ne peut lui être faite* » : Maurras ne sera pas plus royaliste que le roi, un de ces ultra de 1815 qui ont nui à la monarchie au XIX^e siècle, aberration politique. Mais, « *il y a la France* ». Devra-t-elle devenir orphelin de son prétendant, après l'avoir été de ses rois ? Ce serait lourdement se tromper si l'on pouvait penser que celui qui a passé sa vie à enseigner que le désespoir en politique est une sottise absolue se range à quelque dérélition empruntée de Chateaubriand et se contente de cultiver ce « beau désespoir cornélien » auquel nous avons fait allusion au début. Pour Maurras, la victoire se fera alors sans le prétendant, mais seul le prétendant, naturellement, la couronnera : « *On aura*

pu vaincre sans vous, on ne pourra tenir ni durer sans vous. La Paix est au-dedans comme au dehors, la chose du Roi. » Ou comment trancher le nœud gordien.

Y a-t-il un sens à chercher aujourd'hui qui des deux avait raison en 1947 ? L'histoire, dont on tire des leçons - c'est l'empirisme organisateur - mais qui ne donne, au sens propre, jamais tort ni raison - ce n'est pas une personne - n'a pas vu triompher une voie plutôt qu'une autre vers la monarchie, pour la simple et unique raison que la monarchie s'est absentée du débat politique. Le parlementarisme auquel semblait s'être converti le Prince a lamentablement échoué dans la guerre d'Algérie, laissant place à une prometteuse, insatisfaisante et moribonde monarchie élective; l'idéologie européiste, pour sa part, n'a pas su accoucher d'un peuple européen, puisqu'il n'existe pas, mais de menaces de déliquescence de notre souveraineté. Quant aux enseignements du maître de l'*Action française*, ils demeurent inconnus des Français, qui ne semblent plus concernés. La monarchie elle-même ? Elle redeviendra un souci, quand renaîtra le souci politique lui-même. Au prétendant actuel et au Dauphin de France, par la parole, et par la présence, d'y aider. L'unique devoir des royalistes est de les assister dans cette tâche. L'événement sera alors maître de l'action à mener.

Axel TISSERAND

La chute des aigles

8 novembre 1918 - Berlin, capitale de l'Empire allemand. La ville est secouée depuis les premières lueurs de l'aube par de violentes manifestations en tous genres. Même le froid rigoureux qui commence à s'installer dans tout le Reich ne semble pas affaiblir la volonté de ces Allemands qui manifestent dans tout l'Empire à l'appel des spartakistes et de l'extrême gauche.

Le Kaiser Guillaume II, « *Empereur de toutes les Allemagnes* » a préféré se réfugier à Spa (Belgique), dans sa résidence de guerre, la villa Neu Bois. Il est là, assis devant son bureau ; il ne dit rien. Dans son entourage ceux qui le courtoisaient, voilà encore quelques heures, sont en fuite à l'étranger ou tentent de sauver leurs principautés d'opérette. Qu'importe, il le sait : la guerre est perdue. Désormais, il n'a que faire des conseils de son état-major qui le pousse encore à continuer cette folie meurtrière. L'aigle du Grand Frédéric ne s'envolera plus. Sa décision est prise. La Première Guerre mondiale vient de sonner le glas de ce Reich, bâti quarante-huit ans plus tôt par son grand-père Guillaume I^{er}, sur les ruines de l'Empire français.

Le 9 novembre 1918, d'un coup de plume d'oie, Guillaume II vient de renoncer à son trône, en faveur de son fils, le Kronprinz Guillaume. Cependant l'inquiétude se lit encore sur son visage. Non pas quant à son avenir ou son exil qui se dessinera au château d'Amerongen près de Doom, en Hollande, mais pour ce fils que la petite cour en exil appelle déjà Sa Majesté Guillaume III. Le Kaiser déchu connaît le goût trop prononcé de son fils aîné pour le beau sexe et son absence de tout sens politique.

L'annonce prématurée de l'abdication de l'Empereur par le chancelier Maximilien de Bade est un véritable coup de massue dans les petits royaumes du Reich défunt, d'autant que le chancelier démissionne et abandonne le pouvoir à Friedrich Ebert, le chef du Parti social-démocrate (SPD). La proclamation de la Répu-

blique par Scheidemann, autre membre du SPD provoque déjà des tentatives de déstabilisation du pouvoir de la part des spartakistes (communistes marxistes révolutionnaires). Les trônes se vident petit à petit, l'aristocratie germanique s'enfuit dans le désordre. La presse acquise au nouveau gouvernement ne se lasse pas de décrire l'abdication de tel ou tel de ces princes impériaux. Ceux là même qui par un beau jour de 1806, avait acquis la dignité royale par la volonté de Napoléon I^{er}.

En Bavière



♦ Louis III de Bavière

Ainsi, le premier de ces roitelets à tomber sera le roi de Bavière, Louis III de Wittelsbach. Un Prince dont le seul nom de famille rappelle aux Allemands les excéntricités de son cousin Louis II bâtisseur de châteaux baroques et admirateur fou du musicien Wagner. D'ailleurs, cette folie héréditaire avait bien servi les communistes dans leur propagande révolutionnaire. Et de répertoire inlassablement dans leurs organes de presse, le nom des rois de cette dynastie qu'ils exébraient. Du fondateur, Louis I^{er}, on pouvait lire qu'il avait préféré au bien de son peuple, les « *cuisses d'une danseuse* » (Lola Montez) pour laquelle il avait renoncé au trône à l'orée d'une

autre révolution, en 1848. De rappeler ici, les vices de Louis II dont l'adonisme exacerbé cachait mal ses préférences pour la gente masculine et un amour véritable pour sa cousine « Sissi » d'Autriche ou encore là, ceux de son frère Othon qui se prenant pour un loup, hurlait à la mort tous les soirs de pleine lune dans son palais. Encore heureux qu'un conseil de ces parvenus bourgeois ait pris la décision de les déposer en 1913 ! Tout ce romantisme wagnérien ne faisait qu'accroître le ressentiment des communistes à l'égard d'une dynastie qui faisait pourtant l'admiration de toute la Bavière.

Le 7 novembre, des tirs avaient retenti à Munich. Louis III avait renoncé à son trône sans résistance et laissé Kurt Eisner, un des animateurs du SPD, proclamer la République. Pourtant ni les républicains, ni les communistes n'avaient encore de réel contrôle sur une population encore acquise à l'idéal monarchique. Plus tard, le 21 février 1919, Eisner, devenu Président, sera assassiné par un officier de la garde, le comte Arco Valley. La Présidence vacante, une *République des conseils* bolchevique sera proclamée. Elle ne durera que quelques jours, le temps que les monarchistes reprennent les rênes du gouvernement. Mais c'était trop tard, les Wittelsbach avaient pris le chemin de l'exil en attendant des jours meilleurs.

Dans son palais, Guillaume II pouvait encore croire à un sursaut national. Après tout, l'Allemagne perdue, il lui restait encore son cher trône de Prusse. Il ne comprenait toujours pas quelle folie avait bien pris le chancelier Maximilien de Bade, qu'il surnommait familièrement « Max », à sacrifier l'Empire. Nommé le 3 octobre 1918, le Prince héritier de ce Duché avait pris la liberté d'annoncer à l'Empire que le Kaiser avait abdiqué, sans que l'intéressé lui-même n'ait encore pris cette décision. Et pourquoi avait-il si promptement remis le pouvoir à Ebert, un socialiste qui n'avait pas les faveurs ni de l'Empereur, ni de ses sujets ?

Duché de Bade

Les Bade avaient décidément l'art et la manière de toujours se distinguer. Déjà, les Hohenzollern avait peu apprécié, à l'époque, le mariage du duc régnant Karl de Bade avec Stéphanie de Beauharnais, la fille adoptive de Napoléon. Frédéric II de Bade, né en 1857, avait presque le même âge que le Kaiser, lui né deux ans plus tard. Pourtant les deux souverains n'avaient guère d'affinités si ce n'est l'art de la chasse. Peu enclin à la politique, Frédéric II avait laissé son neveu et héritier Maximilien de Bade diriger les affaires d'État. Son abdication, le 22 novembre, lui avait finalement brisé le cœur et Frédéric devait s'éteindre en 1928, presque de tristesse.

La Saxe, le Wurtemberg...

Les actes de renonciations des uns et des autres parvenaient au Kaiser chaque jour. Celle du roi Frédéric-Auguste III de Saxe, le 13 novembre 1918 ; ces Saxe qui avaient régné sur la Pologne quelques quarante ans avant de s'en faire chasser par les Russes. D'ailleurs, Guillaume II pouvait sourire. C'est lui qui avait décidé le retour de Lénine dans un wagon blindé, vers Saint-Petersbourg (devenu Petrograd depuis peu) et qui de ce fait avait contribué à la chute de son cousin Romanov, le 15 mars 1917. Guerre oblige après tout ! Le roi Guillaume du Wurtemberg, lui, avait bien tenté de résister. Mais le 29 novembre, il avait du fuir comme les autres.

... et les autres

Arrivent aussi la renonciation du grand-duc du Mecklembourg-Schwerin, Frédéric-François IV. Également celle du duc de Hesse-Cassel, Alexandre-Ferdinand dont la famille avait donné à la Russie sa dernière tsarine et à la Finlande un roi et encore celle du grand-duc du Mecklembourg-Strelitz, Georges qui avait du monter sur un trône qu'il ne désirait pas vraiment après le suicide de son cousin, Adolphe-Frédéric, le 24 février 1918. C'est au tour du duc de Hanovre, Ernest-Auguste III, à qui le Kaiser reprochait sa filiation avec la Famille royale d'Angleterre et dont les Hohenzollern avait réduit le pouvoir à une peau de chagrin, dès 1866. Ce qui ne l'avait pas empêché de marier le duc à sa fille Victoria-Louise.

Mais ce qui avait le plus chagriné l'Empereur, c'était bien la renonciation



♦ Le Kaiser Guillaume II

du prince Adolphe II de Schaumburg-Lippe avec qui il partageait aussi une passion pour la chasse. Bien étrange abdication que celle du prince de Schaumburg-Lippe. Les insurgés l'avaient maintenu au pouvoir, presque prêt à accepter l'idée qu'il y resta une fois la République proclamée, avant finalement de le chasser, le 15 novembre, manu militari de sa principauté. Pauvre prince d'opérette qui devait achever sa vie dans un accident d'avion, le 27 mars 1936.

L'exil

Le Kaiser venait donc d'arriver dans son nouveau royaume, un parc de seize hectares agrémenté d'un manoir que la Hollande lui avait gracieusement prêté. Entouré de ses souvenirs glorieux, l'Ex-Empereur s'informait néanmoins quotidiennement de la situation politique de son pays. Tout semblait indiquer une possible restauration.

La jeune République de Weimar subissait les assauts répétés de mouvements putschistes et la nostalgie impériale restait plus que présente parmi les Allemands, victime du chômage croissant. La tentative de coup d'État du monarchiste Wolfgang Kapp, le 13 mars 1920, aurait pu réussir si les syndicats n'avaient pas provoqué une grève générale. Le Kaiser se devait encore de patienter. D'ailleurs, il aurait fort à faire avec sa famille dans l'avenir. Le Kronprinz depuis son retour en Allema-

gne (1923), fuyait son épouse et sa famille ; la sœur du Kaiser, Victoria, s'était amourachée d'un pseudo prince russe qui finira par la ruiner et vendra sa vie au plus offrant ; ses fils, Oscar et Eitel-Frédéric s'occupaient très activement des mouvements d'anciens combattants, en vue de restaurer la dignité impériale. Seul, le jeune « Auwi » (August-Wilhelm) l'inquiétait. Le Kaiser n'appréciait guère les relations que son fils entretenait avec le Parti national-socialiste, que conduisait un certain Adolphe Hitler.

Grand-père gâteau, le Kaiser aimait jouer avec les deux petits héritiers du trône, Guillaume et Louis-Ferdinand, âgés respectivement de quatorze et treize ans en 1920. La même année, Guillaume II devait pleurer un de ses fils, Joachim, qui avait décidé de se suicider après son mariage raté avec Marie-Auguste d'Anhalt, puis son épouse, Augusta-Victoria décédée un an plus tard et en 1929 son frère cadet Henri, dont les funérailles avaient été l'objet d'une grande manifestation de soutien à la dynastie. Entre temps, le Kaiser s'était consolé dans les bras d'Hermine de Reuss, de trente-six ans sa cadette et avec qui il avait convolé en justes noces, en 1922.

Les espoirs de la monarchie reposaient désormais sur les épaules du Kronprinz, qui, entre deux maîtresses, remplissait son rôle de prétendant. De monarchie, il en était toujours question dans l'ancien Reich, malmené par les escarmouches de rue entre communistes et nazis. Le Premier ministre Gustav Stresemann, élu en août 1923 ne cachait pas son désir d'instaurer une monarchie constitutionnelle dans le pays. Il avait fait revenir son « Guillaume III » et négociait son retour avec les anciens officiers de la garde. Seul le vieux maréchal Hindenburg semblait hostile à ce projet, trop fidèle aux principes de légitimité dynastique. Et tout s'effrita ce 8 novembre 1923, avec la tentative de putsch à Munich où Hitler avait lamentablement tenté de prendre le pouvoir. Les Hohenzollern était compromis, les fréquentations d'« Auwi » avec les nazis et la présence du Kronprinz (à qui Hitler promettait un hypothétique trône) dans leurs manifestations de soutien ne pouvaient rendre la restauration possible. Le 23 novembre, Stresemann démissionnait ; Hindenburg sera élu à la Présidence en 1925...

Ancien caporal de l'armée royale de Bavière, Hitler s'était également tourné vers d'autres princes, dont le nouveau roi

de jure de Bavière, Ruprecht Von Wittelsbach qui avait succédé à son père, mort en 1921. Ce dernier lui avait opposé une fin de non recevoir tant il exérait les idées du nazi. Dépit, Hitler s'était promis de se venger de ce Bavarois, une fois au pouvoir. Il n'oubliera pas. Devenu chancelier en 1933, le Führer enverra la deuxième épouse du prétendant, Antonia de Luxembourg et son fils Albert en camp de concentration. La dureté du camp sera fatale à la Princesse en 1945. Mais tous ne réagissaient pas comme Ruprecht ou comme l'héritier du Wurtemberg, Albert. La tentation royale était forte. Ainsi un autre héritier, celui du royaume de Saxe répondait volontiers aux sirènes des nazis, avant que ceux-ci ne le fasse noyer en 1943. Encore faut-il nommer Ernest-Auguste III qui arborait la svastika sur son bras et sa fille Frédérique, chef des jeunesses hitlériennes (cette même Princesse qui devait un jour épouser Paul I^{er} de Grèce). Le Kaiser lui-même ne voulait pas entendre parler d'Hitler.

Hindenburg avait fini par nommer chancelier un royaliste, le docteur Heinrich Brüning, en 1930. Mais l'entente ne fut que de courte durée. Une fois de plus la restauration échoua. Le vieux Maréchal voulait appeler le Kaiser exilé alors que son Premier ministre voulait nommer un des petits-fils de Guillaume II. Même l'arrivée de Franz von Papen à la chancellerie, en juin 1932 ne changera pas la position du vieux Maréchal. Acculé par les nazis, victorieux aux élections régionales et législatives, Hindenburg dut se résoudre à nommer Hitler



♦ Journal des monarchistes allemands dans les années 1990.

en 1933 avant de s'éteindre un an plus tard. Les Hohenzollern n'avait plus que les chimères pour sujets.

L'Empire avait définitivement vécu. Vieillissant, le Kaiser sentait la fin de sa vie. Il en néanmoins, un dernier geste revanchard avant de rendre l'âme, le 4 juin 1941, celui d'envoyer un message de félicitations au Führer après que ce dernier eut occupé la France. Hermine de Reuss aura elle, moins de chance que son impérial époux. Capturée par les Soviétiques, elle mourra dans un de leurs camps de concentration en 1947. Le

Kronprinz, s'éteindra paisiblement en 1951, pâle reflet de lui-même.

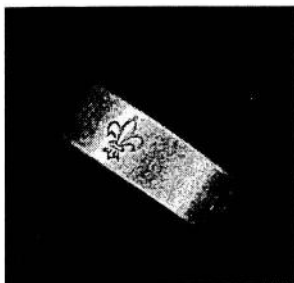
Les monarchistes, réunis autour de Louis-Ferdinand (Guillaume avait renoncé à ses droits en 1933 suite à un mariage morganatique) continuèrent la lutte contre le dirigeant nazi. Le 20 juillet 1944, des officiers militaires d'obédience royaliste tentèrent d'assassiner Hitler qui en réchappa miraculeusement. Le Chancelier ordonna l'arrestation de plusieurs princes dont un jeune résistant de dix-sept ans, Marie-Emmanuel de Saxe - ce dernier évita le peloton d'exécution grâce à la capitulation de son pays quelques mois plus tard.

Le mouvement monarchiste d'après-guerre tente de refaire surface mais les multiples affaires de divorces dans la famille impériale vont bientôt reléguer les Hohenzollern au rang de souvenirs de l'histoire et décevoir le peu de partisans qui leur reste. Les princes de l'Empire quant à eux, vont se réfugier dans cette Allemagne de l'Ouest, créée par les Alliés et fuir la terreur communiste qui s'installe peu à peu à l'Est. Ils contribueront à la reconstruction de leur pays dans divers domaines.

Il faudra attendre le 3 octobre 1989, jour de la réunification du pays pour s'apercevoir que l'idée monarchique n'est pas encore morte dans l'ancien Reich. Mais ceci est encore une autre histoire...

Loïc MARVIE-LAFOREST

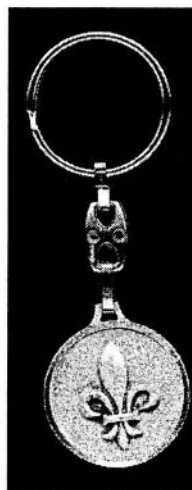
Nouveautés



Bague fleurdelysée

bague aux trois discrètes fleur de lys sur un anneau non fermé

Prix franco : 4 €



Porte-clé fleurdelysé

diamètre 30 mm attache de qualité fabrication du maître-médailleur Martineau

Prix franco : 8 €

Le parti intellectuel face au général de Gaulle

Le lendemain du 13 mai 1958, le 14 juillet très exactement, paraît le premier numéro d'une revue qui ne connut que trois numéros...

Son titre : *14 juillet*. Farouchement anti-gaulliste, elle réunit, excusez du peu, les signatures d'Edgar Morin, Marguerite Duras, Benjamin Péret, Brice Parain, Claude Lefort, Louis-René des Forêts, Jean Duvignaud, André Breton, Jean-François Revel et quelques autres...

Issue d'un groupe d'anciens du PCF dit « de la rue Saint-Benoît » - qui donna naissance en 1955 au Comité d'action des intellectuels contre la poursuite de la guerre d'Algérie - la revue *14 juillet* soupçonne de Gaulle de préparer l'instauration d'un fascisme à la française...

Dans le premier éditorial titré « Résistance » et signé de l'ancien surréaliste Jean Schuster, on peut lire qu'« il est douteux qu'au XX^e siècle un pouvoir personnel ne conduise pas finalement au fascisme. Il n'y a déjà plus rien qui nous en garantisse immédiatement... Il nous appartient de promouvoir la résistance... Nous en sommes, pour l'heure, aux obsèques de la démocratie, au baptême de la servitude ». Le ton est donné, et chacun des collaborateurs (excusez-moi, camarades, le terme) en rajoutera, du côté des fantasmes, trémolos et procès d'intentions.

De son côté Jacques-Francis Roland n'hésite pas à écrire : « ...Il y a lieu aujourd'hui d'être davantage pessimiste en ce qui concerne la situation française qu'on ne

pouvait l'être en Allemagne, à la veille de l'incendie du Reichstag... même si le fascisme français, encore indécis, inorganique, à des aspects moins immédiatement redoutables que ceux que présentaient les sections de meurtre de la S.A. et des S.S. »

L'escalade se poursuit avec ces propos démesurés et précurseurs du gauchisme le plus bête : « Nous assistons déjà au passage d'un semi fascisme masqué en République au fascisme ouvert de la dictature militaire... de Gaulle maintenant sert de liftier à un régime dont Soustelle deviendrait un nouveau Laval, Boutang le nouveau Henriot ; et quand à son nouveau Darnand, je ne le désigne pas étant donné que le nombre des concurrents en piste décourage le pronostic... », qu'aurait pensé Jean-François Revel d'une telle déclaration à la fin de sa vie ?

Charles de Gaulle face aux intellectuels marxistes...

Il est aujourd'hui parfaitement évident, que ce que l'on peut appeler « la geste gaullienne », acte politique et moral qui débute avec

comme acte fondateur le 18 juin 1940, ne pouvait pas être comprise dans toute sa portée. L'autre fait important à rappeler est que de 1945 à 1990, est la période du totalitarisme intellectuel de gauche, d'une gauche totale, marxisante et à bien des aspects totalitaire.

Ils sont en effet rares, ces intellectuels qui enfreignent l'interdit moral, ce magistère stalinien qui voulait que la pensée gaullienne ait été conservatrice, donc sans importance. Parmi ces courageux téméraires on retiendra notamment Mauriac, Malraux, Druon, Maritain, Claudel...

La gauche a raison contre de Gaulle, vous voulez une preuve ? Mai 1968 et ses conséquences vous le démontrent, en devenant la date quasi-unanimement retenue pour enterrer le gaullisme. La chute du mur de Berlin, et le retour fracassant de l'Histoire ont évité la submersion définitive de la pensée gaulliste.

Retour de l'Histoire, retour de Charles de Gaulle

Les mensonges communistes et socialistes apparaissant au grand jour, certains intellectuels français font depuis peu rimer de Gaulle avec action. Aujourd'hui, force est de constater que de Gaulle avait raison contre le parti intellectuel marxiste, mais aussi contre des intellectuels de droite qui lui en vou-

lait d'avoir fait exécuter Robert Brasillach ou d'avoir permis la décolonisation. Ce qui retient aujourd'hui l'attention sur l'œuvre de Gaulle, c'est son écriture.

Cette mésentente entre de Gaulle et les intellectuels s'explique pour partie par le fait qu'écrivain politique, Charles de Gaulle, parle avant toute chose de son pays, de notre pays la France et de la tentation nietzschéenne du renoncement, tentation qui menace les individus et les peuples. Pour éviter le pire, de Gaulle parle de cette force quasi mystérieuse qui permet de sortir du néant.

Premier à porter de l'intérêt à l'écriture du général de Gaulle, Dominique de Roux met en évidence que l'écriture de Charles de Gaulle c'est l'écriture de l'Histoire de la France et de sa mission spécifique : la lutte contre les empires. Le rythme de l'écriture et la pensée gaullienne sont parfaite-

ment illustrés par ces derniers mots des *Mémoires de guerre* : « *Vieille Terre, rongée par les âges, rabotée de pluies et de tempêtes, épuisée de végétation, mais prête, indéfiniment, à produire ce qu'il faut pour que succèdent les vivants. Vieille France, accablée d'Histoire, meurtrie de guerres et de révolutions, allant et venant sans relâche de la grandeur au déclin, mais redressée, de siècle en siècle, par le génie du nouveau.* »

C'est cette façon d'écrire qui fait dire à Dominique de Roux que l'écriture du Général est « *l'écriture du destin... de toute évidence l'écriture de Charles de Gaulle n'est pas de la littérature* ».

Tout bascule en 1990, lorsque Régis Debray publie son *A demain de Gaulle*. On voit alors apparaître un nouveau courant de pensée - d'écrivains issus de gauche que

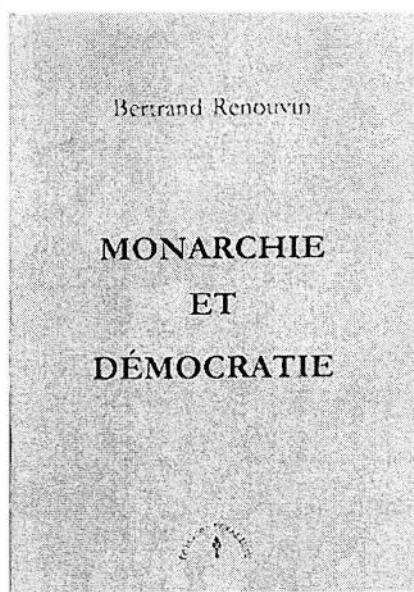
l'on baptise aujourd'hui nouveaux réactionnaires - qui osent s'approprier la geste et la pensée gaulliennes.

Philosophe des temps modernes, de ceux du retour fracassant de l'Histoire et des nations, de Gaulle donne à tous les intellectuels une belle leçon de libération des esprits face aux soumissions et aux renoncements du parti intellectuel dont la figure de proue fut longtemps Jean-Paul Sartre, qui comme chacun le sait ne s'est jamais trompé ! Comme en échos à l'histoire Charles de Gaulle écrivait « *On applaudit toujours les gens qui se rendent. Ceux qui ne se rendent jamais sont mal vus* ».

Comme dans beaucoup de chose l'Histoire a fait son œuvre en rétablissant la vérité...

Xavier CHENESEAU

Réédition



En rééditant ce texte, paru initialement dans le numéro 14 des *Cahiers de Royaliste* en 1984, nous avons eu pour seul souci de fournir, sous la forme d'une brochure accessible à tous, des arguments à opposer à ceux qui pensent encore que monarchie et démocratie sont incompatibles. Nous avons gardé le texte d'origine sans le modifier ni l'actualiser même si certains points auraient gagné sans doute à être précisés. L'évolution de la V^e République depuis l'écriture de ce texte - en particulier la calamiteuse introduction du quinquennat - ne fait que confirmer les craintes que nous exprimions en 1984. Les nombreuses citations du comte de Paris émanent toutes du Prince qui est décédé en 1999.

prix franco : 5 €